Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IVème Internationale

HOMMAGE AU CHE
Notre position face au terrorisme
"SAN GOTTARDO" (film)
Manifeste 77

N° 167 - 30 septembre 1977
SEPTIEME ANNEE

Avortement : LE FOSSÉ SE CREUSE

Les 24 et 25 septembre, les trois initiatives populaires proposées ont été repoussées. Les deux atteintes aux droits politiques ont été entérinées. *"La journée de M. Furgler"*, titrait un quotidien romand. En effet, tous les mots d'ordre du Conseil fédéral (sauf le contre-projet — mais chacun sait qu'il avait pour seul rôle de faire échouer l'initiative "pour une protection efficace des locataires") ont recueilli la double majorité du peuple et des cantons. **"Le triomphe absolu de l'immobilisme"**, commentait un journaliste parlementaire[1].

Est-ce justifié ?

Nous ne le pensons pas.

Ainsi il faut souligner **l'ampleur du nombre de voix obtenues par les trois initiatives** : celle pour la solution du délai en matière d'interruption de grossesse a recueilli près de **930 000 voix**, c'est-à-dire le meilleur score absolu jamais enregistré par une initiative depuis l'introduction du vote des femmes (mieux que la troisième initiative Schwarzenbach, qui avait recueilli **880 000 voix environ**); l'initiative des locataires a rassemblé elle près de **780 000 voix** (troisième meilleur résultat).

Il faut souligner encore plus nettement **l'extrême diversité des résultats de l'initiative du délai** — de 7 o/o dans le demi-canton d'Appenzell RI à 79 o/o dans le canton de Genève... Ces écarts extrêmes recoupent au moins trois fossés. Le premier, entre régions urbaines et campagnardes. Partout, les communes rurales sont moins favorables à l'initiative du délai. Le second, qui ne recoupe pas tout à fait le premier, sépare les régions à prédominance catholique des autres. Le troisième apparaît entre les régions où le mouvement ouvrier — partis et syndicats — est réellement présent, et les régions, même "urbaines", même "protestantes", où il ne compte pas comme une force autonome : ainsi le canton de Zoug.

suite à la page 3

Che : il y a 10 ans

La FTMH critiquée de l'intérieur

"Manifeste 77" : sous ce titre circule une pétition réclamant la démocratie syndicale à l'intérieur du plus grand syndicat de Suisse. Voici des extraits du document intitulé "Développement" dans lequel les initiateurs du Manifeste décrivent plus en détail le fonctionnement bureaucratique des instances centrales de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie. Vu de l'intérieur : voici confirmé de manière éclatante la dénonciation de la bureaucratie que nous faisons depuis 8 ans ! Dans le prochain numéro, nous publierons d'autres extraits de ce document. (réd.)

"Le Président ou quelques membres influents du Comité Directeur, parfois sans s'en rendre compte, impriment à la Fédération leur conception personnelle de l'action syndicale. A quelques exceptions près, le Comité Directeur, constitué uniquement par les secrétaires centraux suit le Président ou ses membres influents. Le même Comité Directeur, lequel agit selon les règles de la collégialité (c'est-à-dire en ne faisant pas état d'éventuelles divergences en son sein) fait partie "in corpore" du Comité Fédératif. Ce Comité Fédératif comprend, à deux ou trois exceptions près, des secrétaires ou employés de section, c'est-à-dire des subalternes des secrétaires centraux; ainsi, au niveau du Comité Fédératif, un débat ouvert devient impossible en ce sens que si les secrétaires de section prennent position contre "leurs patrons", ils peuvent compromettre "leur carrière". Si on ajoute encore le fait inadmissible que les membres délégués au Comité Fédératif sont tenus de garder (à l'égard de ceux qui les ont délégués) confidentiels la plupart de leurs débats et souvent les documents qu'ils reçoivent, le blocage de cet organe est achevé. Par ce processus, les options prises par le Président ou les membres influents du Comité Directeur passent la rampe du Comité Fédératif (organe central de direction de la Fédération). Les décisions ainsi prises par des organes qui ne devraient être qu'exécutifs sont transmises au Congrès et à l'Assemblée de Délégués par deus voies "mystérieuses" et inconnues chez les militants : 1) la Conférence des secrétaires; 2) les Commissions d'industrie.

"Ces organes, dont le premier cité se veut consultatif, ne comprennent que des fonctionnaires permanents. Ces derniers ont pour "devoir" de transmettre dans les sections, c'est-à-dire "à la base", les options prises par les organes directeurs et à la convaincre du bien-fondé des directives

suite page 3

sommaire

25 septembre : commentaires des résultats des votations 1 et 3
Entretiens : à propos du Festival "3 jours pour l'homme" 2
Edito : 40 ans après, il faut reprendre la lutte pour les conventions collectives ! 3
Social : les fausses priorités au sujet du problème des frontaliers 4
Bulova : le dernier acte 4
Matisa : vers une grève ? 5
Internement psychiatrique : une émission de TV 5
Avortement : la campagne à Genève, Lausanne, Neuchâtel, Bienne 5
Organisation d'Entraide : la Chaîne du Bonheur et Terre des Hommes-Suisse 9
Impôt sur la richesse : les informations de base 8
Débat : L'O.C. Drapeau Rouge et la question de Staline 10
Pays de l'Est : le silence éloquent du PdT 9
Culture : "San Gottardo", de V. Herrman 11
L'événement : à propos du terrorisme 12
DOSSIER
CHE GUEVARA, par Michaël Lowy 6 et 7

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :
6 mois, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : . . . . . fr. 55.-
une année, étranger (Europe) : . . . . . fr. 80.-
Outre-mer : . . . . . prendre contact avec nous
abonnement de soutien : . . . . . fr. 100.-

Journal "La Brèche", CCP 10-25669, Lausanne. *(préciser le type d'abonnement).*

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

SOUSCRIPTION

Objectif 9 mois - 50.000 Fr.

Aidez-nous financièrement !

La semaine prochaine notre organe en Suisse allemande, BRESCHE, fêtera la parution de son NUMERO 100. Ce succès néanmoins ne doit pas cacher les difficultés financières de notre presse en Suisse.

Depuis la fin de la campagne pour les 40 heures, qui avait été l'occasion de récolter parmi nos lecteurs 20 000 francs, nous n'avons plus fait appel par souscription à votre soutien financier. Cela nous a permis de réorganiser l'ensemble de l'administration de "la brèche", en calculant au plus près les coûts de revient de notre bi-mensuel. Les résultats de ce calcul sont nets : chaque numéro entraîne un déficit structurel incompressible de plusieurs centaines de francs pour notre organe en français comme pour notre organe en allemand d'ailleurs.

Nous ne pourrons pas tenir longtemps à cette allure, sans le soutien direct de nos lecteurs. Or l'augmentation des ventes du journal au numéro ne nous permettra au mieux que de réduire ce trou financier structurel, auquel d'ailleurs toute la presse dite "marginale", qui ne peut (et ne veut) compter sur les ressources de la publicité est acculée.

Nous avons donc besoin de vos dons : pour réunir environ 20 000 francs d'ici au 31 décembre, 50 000 francs (au niveau suisse) d'ici l'été 1978 !

Lecteurs, aidez-nous !

Sans attendre notre appel, un lecteur a compris nos difficultés :
C. C. Lausanne 500.-

50 000	
—	48 000
—	46 000
—	44 000
—	42 000
—	**40 000**
—	38 000
—	36 000
—	34 000
—	32 000
—	**30 000**
—	28 000
—	26 000
—	24 000
—	22 000
—	**20 000**
—	18 000
—	16 000
—	14 000
—	12 000
—	**10 000**
—	8 000
—	6 000
—	4 000
—	2 000
—	

ENTRETIENS

A propos du festival "3 jours pour l'homme"

Qui a peur de la libre expression ?

Comme nous l'avons annoncé dans la dernière brèche, voici l'interview d'un des organisateurs du Festival "3 jours pour l'homme", Gérald CRETIGNY. Il nous a semblé utile d'avoir cette discussion, bien que le Festival soit terminé depuis bientôt un mois, parce que, outre le soutien que nous avons apporté à cette initiative (cf la brèche no 166), une clarification au sujet de différentes questions et critiques que nous avions formulées nous semblait souhaitable.

la brèche : *Comment l'idée des "3 jours pour l'homme" est-elle née, comment la manifestation a-t-elle été organisée et quels buts poursuivait-elle ?*

Gérald C. : Au départ, nous étions 4 personnes inorganisées, mais sensibles comme bien d'autres, aux graves problèmes que pose la défense des droits de l'homme. Nous voulions faire quelque chose qui exprime les préoccupations de tous ceux qui se sentent concernés par les problèmes actuels. Une grande fête populaire — le Festival — nous est apparue à même de poser publiquement et de la manière la plus ouverte qui soit toutes les questions qui y sont liées. Nous avons choisi 3 thèmes centraux : les droits de l'homme, l'environnement et le tiers-monde. Ces choix étaient sans doute arbitraires, reflétant essentiellement nos propres préoccupations, mais ils nous semblaient suffisamment larges pour intégrer la plupart des thèmes des mobilisations actuelles.

Nous voulions donner l'occasion à une masse de gens de s'informer et de prendre conscience de la gravité de ces problèmes et de la nécessité de lutter; donner l'occasion à différents groupements de se faire connaître et de se renforcer; nous voulions, enfin, faire apparaître le caractère commun de toutes ces luttes qui, à un niveau ou à un autre, dénoncent les carences de notre société.

Voilà approximativement pour ce qui est des buts du Festival ! En ce qui concerne l'organisation proprement dite : après avoir reçu l'autorisation de la Municipalité, nous avons pris contact avec une centaine d'organisations dont environ 25 nous ont répondu. Nous avons beaucoup insisté sur l'aspect autogestionnaire de la préparation. Ce sont ces 25 organisations qui ont pris en charge la préparation de la fête, nous jouions essentiellement un rôle de coordinateur. Ainsi, il y avait un Comité de coordination d'une part, et, d'autre part, des sous-groupes formés suivant les 3 thèmes de la fête, qui avaient pour mission respective de prendre en charge la partie de la fête qui leur était plus directement consacrée.

b. : *Il y a une question que nous avons déjà discutée ensemble lors de la fête, mais qu'il me semble important d'aborder dans cette interview, parce qu'elle se pose assez systématiquement.*

Nous sommes arrivés, sûrs de nous, avec un tract au sujet de la présence scandaleuse de la Thaïlande au Comptoir Suisse. Sûrs de nous, parce qu'il nous semblait qu'une telle initiative trouvait parfaitement sa place au sein d'un festival consacré aux droits de l'homme. Or, certains organisateurs ont réagi assez vivement : "allez distribuer votre tract ailleurs", "on ne veut pas de politique ici", "c'est notre fête"... Qu'en penses-tu ?

Je précise que le problème essentiel à mes yeux, n'est pas que nous, LMR, n'ayons pu distribuer notre tract. D'autres groupes et organisations ont, je le sais, été frappés de la même exclusive; mais j'aimerais mieux comprendre les raisons qui ont guidé cette étrange conception de la liberté d'expression et, de manière plus générale, la façon dont vous avez envisagé, au cours de la préparation du Festival, vos rapports avec les organisations. Pourquoi, par exemple, n'avoir pas tenté de vous associer la participation d'organisations politiques qui pourtant vous soutiennent, ce qui vous aurait permis de toucher également d'autres milieux peu présents à la fête.

G. : Effectivement, je crois qu'il est important de discuter de ce problème, de nous expliquer, afin d'éviter que se reproduise le type d'incompréhension qui est apparue lors des "3 jours".

Il faut bien voir comment les choses se sont passées... Personnellement je ne suis absolument pas apolitique ou antipolitique. Je pense au contraire que les luttes qui se mènent aujourd'hui sur les droits de l'homme, le sous-développement et le nucléaire sont politiques et que leurs protagonistes ont tout intérêt à prendre conscience de cette dimension. Alors pourquoi ne pas avoir invité les organisations politiques à s'associer à l'organisation de la fête ? Je crois qu'il y avait essentiellement 2 raisons : d'une part, nous craignions le poids excessif de ces partis qui ont l'habitude d'apparaître et qui ont derrière eux tout un appareil : nous craignions de créer un déséquilibre parmi les forces participantes, déséquilibre qui défavoriserait les petits groupes sans expérience et entraverait leur expression. En fait, c'est la traditionnelle crainte du noyautage, de la récupération par les organisations politiques d'une initiative qui se voulait plus large. D'autre part, je pense que le choix des organisations à inviter aurait été difficile et aurait pu faire exploser l'unité que nous tenions à maintenir. Cela dit, nous avons tout de même invité Ziegler et Grobet, tous 2 membres de l'aile gauche du PS genevois, et René Dumont (même s'il a dû se désister finalement) dont les positions non-conformistes sont connues. Ceci prouve suffisamment que nous ne tenions pas à dépolitiser les problèmes abordés, et dans un sens résolument "à gauche". Et pour ce qui est de la présence des organisations politiques, n'oublions pas qu'elle s'exprimait aussi largement au travers des groupes présents dont beaucoup de membres se situent à gauche et souvent militent eux-mêmes dans des organisations politiques

Voilà pour le fond. Pour le reste, si nous avons finalement décidé de limiter la liberté d'expression au cours de la fête aux organisateurs seulement, sans d'ailleurs réaliser que ceci signifiait "limiter la liberté d'expression", c'était que nous craignions une pléthore d'informations, de tracts, de journaux, qui aurait pu transformer la fête en une sorte de "foire aux idées". Nous avions également peur des provocations, car la police nous avait avertis qu'au premier semblant de désordre, elle n'hésiterait pas à interrompre la fête. Il est possible que nous ayons agi avec un peu de "zèle" et nous en tirerons certainement un bilan. Mais j'ajouterai tout de même que votre intervention, votre manière de nous "acculer" ("Vous parlez des droits de l'homme et vous interdisez la distribution d'un tract ! Vous n'en avez pas le droit, Vidy est un lieu public, etc...") étaient également maladroites. C'était comme si vous vous moquiez totalement de ce qu'on avait fait, sans tenter de comprendre notre situation : nous étions effectivement liés aux décisions du Comité, et nous avons préféré agir en respect de ces décisions, même si soudain elles apparaissaient discutables à certains, et tirer ensuite un bilan au Comité.

b. : *Je peux comprendre maintenant votre réaction, mais es-tu d'accord aujourd'hui sur le principe qu'une telle fête ne devrait pas inclure de pareilles limitations à la liberté d'expression, surtout à l'égard de manifestations aussi peu émeutières qu'une distribution de tracts ? Ne penses-tu pas, en conséquence, que, dans l'éventualité d'un nouveau festival, votre position devrait être revue ?*

Pour ce qui est de la participation-présence des organisations politiques, il me semble qu'il y a une certaine ambiguité de votre part (ou de ta part, je ne sais pas). Je peux comprendre la crainte que vous avez exprimée, selon laquelle la force d'organisations politiques ayant une longue expérience derrière elles puisse peser d'un poids trop lourd dans l'organisation du festival et en venir ainsi à le détourner de son sens initial. Pourtant, dans la mesure où la participation de ces organisations est non seulement inévitable, mais souhaitable — car il est tout à fait positif que ces organisations se sentent interpellées par votre initiative et obligées de se prononcer —, mieux vaudrait offrir un cadre à leur participation qui permette une "confrontation" dans les meilleures conditions. Et si vous craigniez leur poids excessif à l'intérieur du Comité d'organisation par rapport aux plus petits groupements, il aurait certainement été possible d'envisager un mode de collaboration ad hoc. Je crains sinon que, sous prétecte de "ne pas effrayer les gens" (les gens ont peur de la politique, ils n'aiment pas certaines organisations, etc...), vous en veniez finalement à soutenir cet anti-politisme ambiant, dont la principale fonction est aujourd'hui de maintenir l'illusion que les problèmes fondamentaux qui sont posés (énergie, femme, etc...) ne sont pas des problèmes demandant un débouché politique, qu'une réponse satisfaisante pourra leur être donnée sans mettre en cause les bases mêmes de notre société. De telles illusions ne servent finalement que la bourgeoisie, heureuse de s'en tirer à si bon compte : un peu de charité et quelques promesses. C'est parce que nous pensons qu'une solution à ces problèmes nécessite une remise en cause fondamentale de cette société basée sur la recherche du profit qu'il nous semble essentiel de rallier à ces luttes tous ceux qui consciemment ou inconsciemment en subissent les conséquences et ont donc tout intérêt à y mettre fin. Obtenir le soutien actif du PS ou du PdT, ce n'est donc pas seulement obtenir le soutien de 2 organisations politiques, c'est surtout les obliger à se définir par rapport à des problèmes face auxquels elles restent consciencieusement en retrait (le PS collabore avec la bourgeoisie au Conseil fédéral, le PdT a bien de la peine à s'expliquer sur le non-respect des droits de l'homme en URSS) et par là-même atteindre les secteurs de la population (essentiellement la classe ouvrière) que ces organisations influencent en partie.

G. : Pour ce qui est de me prononcer sur la forme et le contenu que prendrait un éventuel futur festival, je ne peux le faire sans savoir comment ont réagi les autres organisateurs. Mon bilan dépend en partie du leur. Tout ce que je peux dire pour l'instant, suivant les contacts individuels que j'ai pu avoir, c'est que plusieurs d'entre elles ont pris conscience lors de la fête de la dimension politique de leur action et souhaitent poursuivre une réflexion dans ce sens. Il est donc possible qu'une nouvelle manifestation dans le genre des "3 jours pour l'homme" intègre une plus grande dimension politique. Laquelle ? Je ne sais pas.

Cela dit, si je peux comprendre le choix que d'autres et vous-mêmes faites d'intervenir prioritairement vers la classe ouvrière, il me semble qu'il ne faut pas négliger la possibilité de favoriser une prise de conscience chez tout le monde, et même chez ceux-là qui participent directement ou indirectement à l'exploitation du tiers-monde. Il est clair que les structures sociales en Suisse rendent la mobilisation de masses ou simplement une conscientisation de classe extrêmement difficile, on l'a vu ce week-end !, et que la recherche d'un type de lutte populaire spécifique à la Suisse est urgente.

b. : *Pour conclure, comment comptez-vous continuer ?*

G. : Comme je te l'ai dit, les quatre personnes ayant initialement décidé de l'organisation du Festival n'appartiennent pas à des mouvements. Le Festival n'était qu'une action ponctuelle, et nous n'avons pas — ou pas encore... — envisagé de suite. La continuation de la lutte appartient avant tout aux organisations qui étaient présentes et aux nombreuses autres que notre exemple aurait pu inspirer : elle s'inscrit dans leur propre travail d'information et de mobilisation.

Cela dit, il est possible que l'audience que les "Trois jours" a suscitée et les incitations à récidiver qui nous sont parvenues poussent certains mouvements à envisager l'organisation d'autres festivals. Il ne faudrait pas, à mon avis, que ça devienne une routine : il est essentiel que dès maintenant nous profitions des enseignements de cette première expérience pour, si possible, l'améliorer.

La possibilité que certaines organisations poursuivent un travail en commun n'est pas à écarter. Le plus souhaitable serait évidemment qu'apparaisse un vaste front groupant de manière souple ces différents groupes, expressions des luttes multiples qui se développent aujourd'hui...

La Brèche p. 2

Conventions collectives de travail: 40 ans plus tard, il faut reprendre la lutte

Pendant des dizaines d'années un des objectifs principaux des luttes menées par le mouvement ouvrier suisse a été la signature de conventions collectives de travail (CCT), c'est-à-dire l'organisation par le syndicat de la vente de la force de travail, impliquant l'élimination de la concurrence entre travailleurs sur le plan salarial. En 1937 le syndicat le plus important de Suisse, la FOMH (Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers) a abandonné cet objectif de lutte. Avec les accords de paix du travail elle renonçait à toute action combative qui aurait permis aux travailleurs d'avancer vers un tel but.

Au cours des 40 ans de l'"âge d'or" du capitalisme suisse les travailleurs de ce secteur n'ont pas obtenu de véritables conventions collectives. Les conventions conclues, même si elles contiennent des dispositions concrètes sur le temps de travail, les vacances, les allocations familiales, etc., ne prévoient rien en ce qui concerne les salaires, c'est-à-dire rien sur le prix de la seule marchandise que les travailleurs ont à offrir, leur force de travail. La convention de "paix du travail" prévoit explicitement que les questions salariales sont réglées sur la base du contrat de travail individuel, signé entre chaque travailleur et "son" patron. Et pourtant depuis la naissance du mouvement syndical la garantie d'un salaire minimal unifié dans la convention allait de soi. Et de plus ce qui existait comme mouvement ouvrier syndical combatif dans les années 37 où une véritable convention collective aurait pu être obtenue a disparu.

La direction de la FTMH a passé depuis 40 ans d'une négociation à l'autre et a ainsi renforcé son autonomie et son pouvoir face aux travailleurs. Ainsi le syndicat est devenu de plus en plus une société aux membres passifs, alors que le patronat, lui, utilisait pleinement cette situation pour réduire constamment la part des travailleurs à la richesse produite.

Aujourd'hui, après la première crise profonde, il est évident que la "paix du travail" est la paix des patrons et que les travailleurs en paient le prix. De 1962 à 1975, 40 000 places de travail ont été sacrifiées à la rationalisation dans l'industrie des métaux et des machines. Il faut maintenant tirer les leçons de cette triste expérience. Le 20 juillet 1978 la convention de la métallurgie arrive à terme. Les cérémonies présidant à son renouvellement ont déjà débuté. Cependant la paix du travail empêche les travailleurs de déployer sur tous les plans leur force afin d'imposer une véritable nouvelle convention. La seule voie prévue est celle qui conduit devant des commissions de conciliation et d'arbitrage, et sur ce terrain l'action revendicative des travailleurs ne peut que s'ensabler.

La direction de la FTMH a entamé un long et fastidieux cheminement à l'intérieur de ses propres structures. Dans une première phase un épais cahier de revendications de toutes les sections syndicales – ou de ce qu'il en reste – a été rassemblé. Le 18 juin la délégation de négociations de la FTMH a été mise en branle. Et depuis lors on ne sait ni ne voit plus rien. En effet devant la porte des négociations la direction FTMH perd ce qui lui reste du sens de la solidarité. Et là on ne discute plus qu'avec le patronat et non plus avec les travailleurs. De toute façon ceux-ci n'ont pas la possibilité selon l'accord de paix du travail d'avoir une influence quelconque sur le cours des négociations. Toutes les belles revendications contenues dans le cahier tombent, car qui pourrait les imposer ?

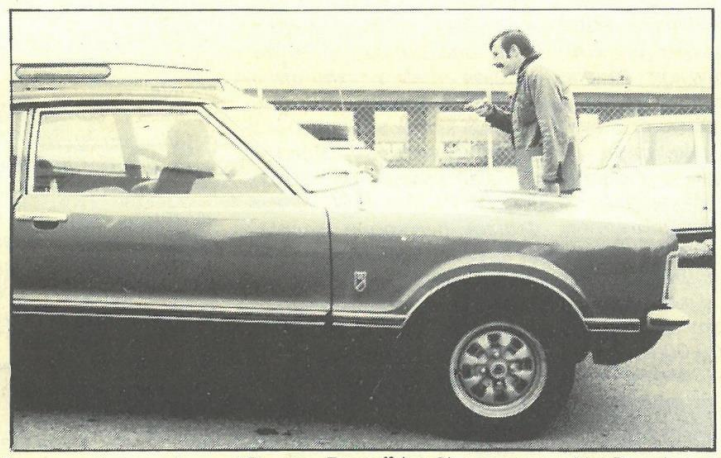
Mais tout n'est pas immobile dans la classe ouvrière et dans la FTMH. Un simple aperçu des revendications mises en avant par les sections le montre. La direction de la FTMH avait mis l'accent durant les années de crise sur les revendications "morales", entre autres la participation, en espérant que le patronat pourrait plus facilement les satisfaire du fait de leur caractère insignifiant. Les syndiqués FTMH, eux, ont mis le poids sur des revendications qui, vu la crise, doivent apparaître dans le cadre d'une réponse ouvrière : la semaine de 40 heures, les 4 semaines de vacances, l'augmentation des salaires, le réajustement automatique, la mensualisation.

Mais cela ne veut pas dire encore que le moindre pas en avant soit franchi. Les meilleures revendications n'impliquent pas encore qu'elles soient satisfaites. Le rapport de forces des travailleurs avec la bourgeoisie est en effet particulièrement défavorable d'autant plus que, dans les syndicats, instrument de lutte des travailleurs, le rapport de forces avec la bureaucratie leur est aussi défavorable.

Mais il y a quelque chose qui se modifie également sur ce plan dans cette année "anniversaire" de 40 ans de paix du travail. Pour la première fois depuis ces accords un courant, le Manifeste 77, se développe à l'intérieur de la FTMH. Il tire un bilan critique de la politique syndicale, reprend à son compte les efforts des premiers regroupements de travailleurs combatifs, et se construit à partir des expériences faites lors des premières luttes ouvrières et autour des mouvements d'opposition qui sont nés autour de la semaine de 40 heures, la TVA et les pensions populaires.

Les travailleurs qui soutiennent le Manifeste rejettent la politique de paix du travail absolue. Un cessez-le-feu entre patrons et travailleurs ne s'applique qu'aux points expressément contenus dans un accord ("paix du travail relative" réglée parle code des obligations). Sur tous les autres points, des mesures de lutte devraient être possibles.

Mais, comme il est aussi mentionné dans le Manifeste, cette réglementation n'a de sens que si ces mesures sont réellement prises pour défendre les intérêts ouvriers. Or cela signifie aujourd'hui trois éléments précis :



Sous une photo analogue, "Drapeau Rouge" (no 3) commente : "Ici Besuchet venu remplacer Ghelfi écoute la leçon des travailleurs de Matisa en grève"... Aujourd'hui Ghelfi est à nouveau chargé de Matisa, Besuchet destitué de son ancien poste lance le "Manifeste 77", et Drapeau Rouge refuse de le faire signer... Les cartes sont-elles brouillées ?

* le syndicat doit fonctionner de manière démocratique. En premier lieu le secret des négociations doit être levé. La classe ouvrière n'a rien à attendre de bon d'une diplomatie secrète. Les délégations de la FTMH au cours des négociations doivent régulièrement faire des rapports à tous les travailleurs sur l'état des négociations et agir sur des mandats précis.

* des préparatifs doivent être faits pour contrer l'obstination et l'intransigeance patronale, même si la bureaucratie ne veut pas jeter de l'huile sur le feu et veut éviter tout conflit pour ne pas perdre sa situation privilégiée. Pour ce faire il faut un mouvement syndical actif, non endormi ni bureaucratisé. Si un tel mouvement peut voir le jour autour du Manifeste 77, si chaque signataire s'engage à participer activement à la construction d'un syndicat de combat et ne se limite pas simplement à exprimer son mécontentement et à faire pression sur la bureaucratie, alors une CCT véritable devient un objectif réaliste pour les travailleurs de la métallurgie.

* chaque syndiqué prêt à soutenir les buts du Manifeste doit pouvoir participer à ce travail. L'unité des militants du Manifeste doit être un modèle sans tache de démocratie syndicale. C'est à cette condition uniquement que tous ceux qui se sont retirés démoralisés et dépolitisés par la vieille politique syndicale pourront être regagnés à nouveau à la lutte syndicale. C'est aussi une des premières conditions pour pouvoir faire effectivement front au patronat.

Si un tel mouvement parvient à se déclencher à l'intérieur de la FTMH au coeur même du capitalisme suisse, l'industrie de la métallurgie et des machines, alors il offrira un espoir à toute la classe ouvrière confrontée aujourd'hui au renouvellement des contrats. Alors "la paix du travail relative" peut devenir autre chose qu'un slogan sans signification brandi par le président de l'Union Syndicale Suisse, Canonica, et Casetti, président de la Fédération des Syndicats Chrétiens, alors il pourra entraîner la renaissance d'une conscience de classe combative, d'un mouvement syndical actif, servant aux travailleurs à faire aboutir leurs revendications, et non plus à se laisser enliser dans le marécage des instances de conciliation et d'artibrage. Alors il n'y aura plus aucun prétexte qui justifie le retrait des directions syndicales au lieu du soutien actif aux luttes comme lors des grèves de Matisa et Bulova.

15. 9. 1977
le Bureau Politique de la LMR

suite de la première page

prises par le seul Comité Directeur. (...)

"Ainsi, la farce est jouée ! Le Congrès et les Assemblées de Délégués ne deviennent plus qu'une parodie de démocratie par laquelle on entérine "l'alternative unique" proposée par les organes dits "exécutifs".

"Au niveau des Assemblées et Congrès, il arrive cependant quelques accidents ! Parfois un délégué, toujours qualifié de gauchiste, se permet de proposer une solution autre. Aucune importance ! Il sera toujours minoritaire. En effet, le Comité Directeur attend de ses hommes de confiance, les secrétaires fédératifs, qu'ils s'arrangent pour faire choisir aux membres de leurs sections des délégués qui sont "dans la ligne de la Fédération" ou suffisamment influençables pour le devenir. (Il faut ici préciser que cette stratégie est occulte, non-dite, non inscrite dans les statuts et que tous les secrétaires permanents ne s'y rallient pas nécessairement !) Ceux qui ne sont pas concaincus le deviennent obligatoirement lors des Congrès ou des Assemblées de Délégués, réunion au cours desquelles la parole est le plus souvent monopolisée par les secrétaires centraux et fédératifs. (...)

"Cette habitude se répète à tous les niveaux des Assemblées syndicales piégeant et évacuant le débat vigoureux et serré, avec de nombreuses interventions qui constituent une condition indispensable de la démocratie syndicale.

"C'est ainsi que l'appareil puissant que représente la FTMH échappe aux mains de ceux qui devraient la diriger, c'est-à-dire ses membres."

suite de la page 1

LE FOSSE SE CREUSE

Mais de ces trois fossés, c'est incontestablement le second, combiné au troisième, qui est le plus profond : **l'Eglise catholique, et son parti politique, le Parti Démocrate-Chrétien, sont apparus soudain comme des forces sociales et politiques bourgeoises capables de se créer une réelle implantation de masse,** même parmi la classe ouvrière, grâce à la Confédération des Syndicats Chrétiens, dans les régions où le mouvement ouvrier traditionnel n'est pas un interlocuteur. Les démocrates-chrétiens suisses sont plus que jamais candidats au rôle de principal concurrent bourgeois de la social-démocratie, sur les traces de la démocratie-chrétienne allemande de Kohl et Strauss !

La majorité écrasante des grandes villes et des cantons industrialisés suisses romands a voté en faveur de la décriminalisation relative de l'interruption de grossesse. 78,7 o/o de oui à Genève, **76,4 o/o** pour Vaud, dont **79 o/o** pour Lausanne (avec des majorités de plus de **80 o/o** dans les quartiers d'ouvriers et d'employés), **75,1 o/o** à Neuchâtel, **66,4 o/o** à Bâle-Ville, **60,2 o/o** dans le canton de Zurich, et des majorités largement acceptantes à Bâle-Campagne, Schaffhouse et Berne (près de **75 o/o** à Bienne).

Ces résultats extrêmement favorables sont tous enregistrés dans les régions où la pratique en matière d'autorisations d'avortement est déjà relativement libérale, sans exception. En d'autres termes, la démagogie réactionnaire de "Oui à la vie" et de "Caritas" n'a guère eu d'impact sur les couches de la population qui, en Suisse, ont déjà pu assimiler un tant soit peu la question de l'avortement comme un droit démocratique; la démagogie n'a pas réussi à les persuader de renoncer au nom de "valeurs" soi-disant supérieures à ce faible droit qu'elles avaient conquis. Ce résultat démontre que **là où la population salariée a réellement pu expérimenter** – même si c'est dans le corset enserré par les "commissions" et par l'"autorité" médicale – **ce droit conditionnel, elle ne désire pas qu'on le lui enlève.** En revanche, partout où le "débat", vu le manque d'expérience concrète de la grande majorité de la population salariée, a pris la tournure d'un débat scolastique sur le moment où commence la vie d'un être humain, sur la "protection" de la femme au foyer, sans que la sexualité de la femme aux seules fins de reproduction de l'espèce, sans que le cloisonnement de la femme à l'écart de la vie sociale puissent être réellement débattus, les arguments obscurantistes l'ont emporté. Dans le Jura-Nord, Franches-Montagnes et Ajoie notamment, les colonnes de la presse étaient tout simplement fermées aux partisans de la solution du délai !

C'est de dire que, quand des centanes de milliers de salarié(e)s affirment nettement qu'ils désirent qu'on leur accorde avec moins de conditions restrictives un droit fondamental dont ils ont déjà pu expérimenter les effets, même si leur volonté est entravée par le jeu boîteux des institutions de la démocratie semi-directe, il n'y a aucune raison d'en conclure que la votation exprime un *"refus du changement"*[2]. Au contraire.

C'est de cette volonté de défendre le droit à l'avortement, les conditions sociales, économiques et politiques de l'accès à ce droit, que nous déduisons qu'il sera possible de **se battre pour empêcher tout retour en arrière dans les cantons acceptants, de se battre pour obtenir les crédits sociaux, les crèches, les garderies et les centres femmes, la médecine préventive, la liberté et la gratuité de la contraception qui sont nécessaires** pour que la sexualité soit débarrassée de ses carcans répressifs, que les enfants qui viennent au monde soient réellement désirés et ne doivent plus être pris en charge uniquement par une mère condamnée à ce rôle.

26. 9. 1977, F. Gonseth

1) Georges Plomb, La Suisse, 26. 9. 1977.
2) La Suisse, 26. 9. 1977.
3) A.-F. de Jongh, id.

Chaux-de-Fonds : le mouvement ouvrier suisse face aux frontaliers

FAUSSES PRIORITÉS

La crise économique a fortement frappé toute la région dominée par l'industrie horlogère; la population résidente diminue en chiffre absolu, les immigrés sont massivement renvoyés, les salaires sont parmi les plus bas de Suisse.

Dans l'ensemble, les organisations ouvrières ont été incapables de s'opposer aux attaques patronales (licenciements, baisses de salaires...) plus préoccupées qu'elles étaient dans leur majorité de maintenir la paix sociale que de se battre pour la satisfaction des revendications ouvrières.

Aujourd'hui le mouvement ouvrier est confronté à un nouveau problème : **l'insistance du patronat chaux-de-fonnier pour que les frontières s'ouvrent aux frontaliers**, catégorie de travailleurs particulièrement malléable, ne disposant d'à peu près aucun moyen de défense, et pouvant être renvoyée du jour au lendemain sans poser de problèmes sociaux (ils sont au chômage en France, pas en Suisse). Déjà au mois de mars de cette année Jaggi (député du PPN (Parti populaire neuchâtelois) au grand conseil, directeur de la grande usine des FAR du trust ASUAG au Locle) était intervenu : *"Il faudra que nos autorités cantonales revoient avec la confédération le problème de la main-d'oeuvre étrangère dans ce canton, particulièrement en ce qui concerne les frontaliers. Après le franc désaveu infligé aux initiatives xénophobes, il semble que les autorités puissent maintenant desserrer l'étau qu'elles avaient dû mettre en place sous la pression de circonstances exceptionnelles et de mouvements extrémistes."*.

Pour l'instant, le Parti Socialiste a pris une position claire : pas un permis à un frontalier tant qu'il y aura des chômeurs au Locle et à La Chaux-de-Fonds ! La FTMH a emboîté le pas.

Le 4 août, le comité central de la section FTMH de la Chaux-de-Fonds déclarait notamment : *"... Il* (le syndicat) *attend des autorités qu'elles fassent preuve de fermeté vis-à-vis des demandes des employeurs qui ne peuvent garantir l'emploi à leur personnel actuel pour toute l'année 1978.*

Il demande aux employeurs, dont le personnel est rétribué au-dessous des moyennes suisses de salaires, d'adapter ceux-ci dans les plus brefs délais. Après application de cette indispensable mesure, il est fort probable qu'ils n'auront plus de difficultés à recruter du personnel. Il avertit les employeurs qui engagent du personnel frontalier sans autorisation, que la FTMH interviendra énergiquement dans tous les cas et prendra, s'il le faut, les mesures nécessaires."

Il est vrai que la possibilité de recourir à une main-d'oeuvre particulièrement dépourvue de droits, poussée à accepter n'importe quelles conditions de travail (en espérant "jouer" sur le taux de change) constitue un moyen patronal pour faire pression sur les salaires vers le bas.

Le POP, après s'être contenté, dans un premier temps, de soutenir les positions syndicales dans le domaine, a affiné ses positions dans un article de la VO du 17. 9. 77.

"Aujourd'hui l'évidence s'impose, c'est aussi d'assurer les salaires des résidents que d'exiger un **salaire minimum** *pour l'ouvrier frontalier. Il faut que le* **pouvoir politique** *l'impose..."*

Mais ensuite, parmi les "conditions" pour autoriser le patronat à engager des salariés frontaliers, il demande la **mise en place d'un statut de frontalier.**

D'abord cet article crée des illusions sur le fait que le pouvoir politique va imposer un salaire minimum pour les frontaliers et n'aborde pas la nécessité d'un combat dans le syndicat pour qu'il adopte des positions correctes à ce sujet et la nécessité que les travailleurs s'engagent dans une véritable mobilisation sur les lieux de travail, dans les syndicats et sur le terrain politique pour imposer leurs intérêts d'ensemble face au patronat et aux gouvernements cantonaux et fédéral.

Ensuite, sur deux points, le POP montre qu'il conserve une problématique de défense prioritaire des travailleurs qui sont en Suisse.

1. Il est très discret sur le fait que la question de l'immigration en Suisse sera abordée au parlement en 1978 et qu'une nouvelle loi risque fort d'être adoptée; elle doit être dénoncée en ce qu'elle contribuera à approfondir les divisions entre suisses et immigrés, et maintiendra les statuts à l'intérieur de l'immigration (saisonniers, frontaliers, annuels, établis). Sur ce plan, les organisations de l'émigration italienne, dont une des principales composantes (le PCI) est le parti "frère" du PdT/POP combattent beaucoup plus nettement le nouveau projet de loi, et appellent à *"un vaste débat avec toute la population pour créer l'unité entre travailleurs suisses et immigrés"*.
2. Non seulement le POP/PdT ignore l'appel des organisations de l'émigration italienne, mais en plus il prend une direction opposée en demandant la *"mise en place d'un statut de frontalier"* (alors qu'il en existe déjà un...), s'écartant de la seule revendication qui, à long terme, permettra de faire échec à l'utilisation de force de travail immigrée (et frontalière) dans les conditions que le patronat dicte : l'abolition complète de tous les statuts immigrés, l'obtention de tous les droits démocratiques, y compris les droits politiques pour les immigrés.

Pour nous, l'abolition de tous les statuts, cela signifie également le refus de tout contingentement, le refus du droit de la bourgeoisie (largement dominante en Suisse) de fixer combien d'immigrés elle veut (avec la possibilité de changer ce nombre en fonction de la conjoncture). C'est sur ce point-là que le mouvement ouvrier suisse (et singulièrement le mouvement syndical) a depuis longtemps refusé de mener le combat, se réduisant à défendre les intérêts d'une catégorie de travailleurs, les Suisses. C'est une illusion de croire que l'on défend les intérêts à long terme des travailleurs de cette manière-là.

D'abord, le patronat a montré que quand il a besoin de main-d'oeuvre, il s'arrange toujours pour en obtenir, en détournant les lois, en faisant venir des travailleurs clandestins qui jouissent des pires conditions salariales et sociales. Est-ce la tâche du mouvement ouvrier de se poster aux frontières pour traquer les clandestins, de dénoncer à la police les travailleurs sans permis dans les usines ? De plus, le patronat horloger (entre autres) a montré qu'il peut facilement détourner le problème en déplaçant ses usines dans des régions à plus bas salaires, pour toute une série de productions. La dernière période devrait ouvrir les yeux des dirigeants syndicaux en leur montrant que la position de défense des ouvriers suisses ne prépare pas les travailleurs à s'opposer aux licenciements, aux déplacements de production, car cette position désigne de fait le mauvais adversaire, ne prépare pas les travailleurs à se battre sur leurs propres revendications. La perspective de fermer les frontières aux travailleurs, d'isoler la Suisse, ne peut que renforcer le nationalisme parmi la classe ouvrière, la préparer à accepter de nouveaux sacrifices au nom des difficultés de l'industrie suisse.

La priorité aujourd'hui pour favoriser l'unité des travailleurs, c'est la lutte au niveau des salaires, de l'abaissement du temps de travail, du refus de tout licenciement, d'opposition aux dégradations des conditions de travail... Ce qu'obtiendront les travailleurs sur ce terrain dépend de leur organisation, de leur mobilisation et pas de la fermeture ou de l'ouverture des frontières. C'est à ce combat que doit s'attacher le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas soutenir ceux qui proposent, comme méthode de défense de la classe ouvrière, le refus de délivrer des permis aux frontaliers. Ils préparent de nouvelles défaites pour la classe ouvrière, lors de futures vagues d'attaques aux salaires et à l'emploi, en laissant l'illusion que ce sont les frontaliers qui sont responsables des bas salaires et du chômage.

Il n'y a pas de travailleurs dont les préoccupations et les intérêts s'opposent de part et d'autre de la frontière. C'est leur force unie qui, seule, fera plier les patrons et les gouvernements.

section LMR
Chaux-de-Fonds
et Neuchâtel

"Emigrazione Italiana" pour l'unité contre la loi sur les étrangers

Dans son numéro du 14. 9. 77, l'hebdomadaire de l'émigration italienne en Suisse, dans un article signé V. Menghini, rappelle qu'en 1978 le Parlement fédéral débattra du nouveau projet de loi sur les étrangers ("ANAG") et qu'il est de la plus haute importance d'impulser le plus large débat possible dans le mouvement ouvrier contre cette loi.

«*Une cause de la faiblesse du mouvement ouvrier en Suisse est la division entre travailleurs suisses et émigrés et la division en une myriade de catégories de ces travailleurs émigrés eux-mêmes. Ce découpage de la classe ouvrière a permis au patronat d'une part de restructurer les entreprises et de les rendre compétitives en conservant un haut taux de profit et d'autre part de renvoyer dans leur pays d'origine 200 000 travailleurs émigrés. Même si les travailleurs ont payé le prix le plus élevé pour cette crise, ils n'ont pas été en mesure (sauf quelques exceptions) de donner une riposte concrète adéquate à l'offensive patronale.*

L'action conduite jusqu'ici par les comités unitaires des centres de contact a été efficace surtout durant les campagnes contre les initiatives xénophobes, **mais elle a été très faible pour tout ce qui concerne les droits démocratiques.** *Actuellement, il est indispensable que ces comités soient revitalisés et qu'ils conduisent une campagne d'information et de sensibilisation en direction des forces politiques syndicales et de la population pour dénoncer l'anachronisme de la loi "ANAG". En 1978 le Parlement helvétique devra se prononcer sur les mérites de la loi proposée.* **Si elle est acceptée, non seulement elle aggravera la situation des travailleurs immigrés et de leurs familles, mais elle affaiblira aussi le pouvoir contractuel des travailleurs suisses.** *C'est pourquoi il est indispensable de réagir avec détermination et rapidité pour* **informer et mobiliser tous les travailleurs** *au sujet des* **conséquences néfastes** *que cette loi entraînera* **pour tout le mouvement ouvrier.**

Cette campagne devra fournir l'occasion d'initier **un vaste débat avec toute la population** *et devra se donner pour objectif* **l'abolition du statut de saisonnier** *et l'obtention d'un statut du travailleur immigré qui soit en accord avec la Charte des droits de l'homme.* **Il est extrêmement important de créer l'unité entre travailleurs suisses et immigrés,** *l'unité est la condition essentielle pour ouvrir la voie au progrès et à la justice sociale.*

Dans la conduite de cette bataille contre la loi "ANAG" nous devrons englober aussi les jeunes de la seconde génération, car en fin de compte ce seront eux qui paieront le prix le plus élevé si cette loi est acceptée. Quelques-unes des initiatives concrètes pourraient être : **la diffusion de tracts en trois langues, la réunion de tables rondes sur le thème des droits démocratiques,** *en cherchant la participation des autorités, des partis politiques, des forces syndicales et des commissions consultatives. L'alternative à la loi dans la situation actuelle est sans doute l'initiative "être solidaires".* (Elle sera déposée dans les jours qui viennent, réd.).

V. Menghini»

BULOVA NEUCHATEL: DERNIER ACTE ?

Jusqu'à la fermeture complète de l'usine de Neuchâtel (fin décembre), la direction de Bulova aura essayé de revenir sur les accords signés à la fin de l'occupation de l'usine en janvier 76. On s'en souvient, la direction avait promis d'accorder des places de travail à Bienne à ceux et celles qui seraient d'accord de se déplacer. Elle espérait que personne n'en ferait la demande, car des places, elle n'en a pas ! (On parle même de la fermeture de Bulova Suisse.)

La majorité des Bulova ont effectivement cherché un emploi ailleurs; certains en ont trouvé, mais plusieurs ont fait des démarches pour se faire engager à Bienne. La direction, ennuyée, leur a proposé d'attendre le mois de janvier (jusque là le salaire est assuré à chacun — c'est un des acquis des 11 jours d'occupation), de se mettre ensuite au chômage durant 6 mois. "Après on verra, peut-être qu'on aura quelque chose à vous proposer jusque-là..."

Mais les travailleurs concernés ont refusé. Catégoriquement. Leur expérience de lutte leur a appris ce que signifient de tels discours : paroles en l'air qui ne mènent à rien et qui donnent simplement du répit à la direction. Sans compter que dans 6 mois, ils seront tous dispersés et n'auront plus aucun moyen de pression face au patron de Bulova. C'est pourquoi ils ont affirmé qu'ils étaient prêts à réoccuper l'usine. "Ou bien vous retournez avec nous tous à la table de négociations, ou bien on repart dans la lutte". "Nous avons tout à y gagner", disaient-ils.

Face à cette pression effective, la direction a cédé; elle s'est remise autour de la table de négociations avec **tous les travailleurs** concernés et les représentants de la FTMH. Les Bulova exigeaient 6 mois d'indemnités supplémentaires. La direction a dû bon gré mal gré en accorder 3 mois.

Une fois de plus, les Bulova ont su maintenir un bon rapport de forces. Malgré leur faiblesse numérique — beaucoup de travailleurs et travailleuses sont partis, à l'usine ils ne sont plus que 50 et seule une dizaine d'entre eux étaient concernés par une éventuelle réembauche à Bienne — ils ont su s'imposer face à une direction qui voulait une fois de plus les mener par le bout du nez. Leur détermination dans la lutte a été payante : la direction a dû céder.

correspondant Neuchâtel
septembre 77

4 VILLES, 4 CAMPAGNES POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT

Neuchâtel :

un CMLAC très actif

En juin déjà, une assemblée publique du MLF, à laquelle participait une centaine de personnes, appela à la création d'un "Comité Mixte pour la Libéralisation de l'Avortement et de la Contraception", qui devait regrouper au long de la campagne une trentaine de personnes actives, en s'efforçant de soulever les problèmes sociaux et économiques que soulève le droit réel et effectif à l'avortement.

Le CMLAC édita une brochure discutée en groupe, prépara des panneaux de rue explicatifs, afin d'apparaître à Neuchâtel et dans les villages environnants : projection-débat d'un film à Fontainemelon, table ronde à Neuchâtel et à Marin en présence d'un médecin, d'un psychiatre, d'un pasteur, d'un représentant de l'USPDA et du MLF. A Marin notamment, la venue de travailleurs et travailleuses très intéressés par la question révèle à quel point la lutte pour le droit à l'avortement devient un thème qui sensibilise de nouvelles couches de salariés et combien il est important que s'instaure un débat public permanent sur cette question.

Un regret toutefois : l'impact de la campagne aurait été certainement beaucoup accru si des membres des organisations ouvrières, telles le POP, les JS, le PS ou les autres syndicats que la VPOD avaient apporté leur soutien actif au CMLAC. Le PS, bien que présent épisodiquement dans le CMLAC, a mis surtout le poids sur sa propre apparition publique, le POP également. La LMR, partie prenante du CMLAC, a rassemblé une trentaine de personnes lors de son assemblée publique à Neuchâtel.

correspondant Neuchâtel

Genève :

dans tous les quartiers !

A Genève, les partis ouvriers ne sont guère intervenus activement durant la campagne, et l'USPDA, considérant que le vote était acquis d'avance, a préféré se consacrer à d'autres régions. Du côté syndical, seules les commissions féminines, on le verra, ont déployé leurs activités. Manifestement, pour le mouvement ouvrier traditionnel, seul le bulletin "oui" comptait, l'explication et les débats autour de l'oppression de la femme dans cette société les laissant indifférents...

Pourtant, une réelle campagne a animé la plupart des quartiers de la ville durant plusieurs semaines, sous l'impulsion d'un comité non-mixte, regroupant les femmes de divers courants ou organisations : le groupe avortement du centre femmes (proche du MLF), la commission féminine VPOD, les femmes des organisations de l'émigration CLI et ATEES, Femmes en Lutte et les femmes de la CRT (Confédération Romande du Travail).

A l'Hôpital, deux projections de film appuyées par la VPOD, **les syndicats chrétiens** et les Médecins Progressistes ont reçu un important succès. C'est à notre connaissance la seule manifestation de ce genre qui se soit déroulée dans un Hôpital en Suisse romande. Dans un collège la projection du même film a réuni 150 élèves

A l'intérieur du MLF-Genève, une tendance s'opposait à la solution du délai; seules 50 femmes de cette tendance ont manifesté dans la rue "pour l'avortement libre, sans délai".

correspondante Genève

Bienne :

plus de mille personnes!

A Bienne la campagne pour la solution du délai s'est faite à travers un Comité biennois de soutien à l'initiative, comité à adhésion individuelle, mixte et très large, créé à l'initiative du MLF.

Il a regroupé essentiellement des femmes, membres de l'USPDA, des "femmes protestantes" et du MLF, des militants et militantes de la LMR et du Parti Socialiste Romand. Une trentaine de personnes ont ainsi participé régulièrement à la campagne.

Le Comité a organisé des assemblées d'information et de débats. D'une part, il a présenté le film "Monsieur le Docteur", en français et en allemand dans plusieurs écoles (Gymnase, Ecole Normale) et sur la ville.

D'autre part, il a organisé en français et en allemand un débat où des oratrices et des orateurs ont présenté, du point de vue de leur profession, pourquoi elles (ils) étaient favorables à la solution du délai (médecins, assistantes sociales, pasteurs, juristes). Un dernier meeting de discussion fut organisé entre représentants des différents partis politiques biennois une représentante du MLF et un médecin défendant les indications. L'ensemble de ces assemblées a réuni plus de 1 000 personnes.

L'écho important de cette campagne s'est traduit au niveau du vote par un résultat très favorable au délai dans la commune de Bienne puisque la majorité acceptante a été de près de 75 o/o.

A Bienne la pratique de l'avortement est relativement libérale, mais la prise en charge par le planning des problèmes d'information et de contraception est nulle. C'est sur ce point entre autres que le Comité devra poursuivre son travail.

correspondante Bienne

Lausanne :

fête-débat et manifestation

A Lausanne, où l'initiative du délai a été acceptée à l'écrasante majorité de 79 o/o des votants, la pratique relativement libérale en matière d'avortement a clairement incité à considérer un retour en arrière comme quelque chose d'insupportable. Ceci dit, la campagne menée par divers courants est pour quelque chose également dans ce résultat. Elle permet d'envisager une riposte efficace au cas où les autorités cantonales ou médicales tenteraient de resserrer les conditions d'octroi des avis conformes.

Avant les vacances, il était déjà prévisible que le comité de coordination inspiré par l'USPDA ne mènerait guère d'autre activité que la tenue d'une assemblée publique et la distribution d'un tract tous-ménages. Le MLF s'engageant par la vente de "La Fronde", la tenue de stands et sa présence dans les divers débats publics, les Médecins Progressistes faisant de même, la LMR organisant son propre meeting avec Jacqueline Heinen (100 personnes), il restait à prendre une initiative qui permette à une frange plus large de militants et de personnes inorganisées de s'engager dans la lutte pour le droit à l'avortement.

Le "Comité d'Action pour le Droit à l'Avortement" (CADA), rassemblant notamment des gymnasiens (un comité d'écoliers organisait son propre meeting avec 60 participants), la commission féminine VPOD, le MLF, la LMR et les Femmes Socialistes est intervenu dans plusieurs débats, et surtout en organisant une fête.

Un second comité est apparu vers la fin de la campagne, à l'initiative de "Femmes en Lutte". Malgré l'accord sur les principaux thèmes sous lesquels les révolutionnaires placent la lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception, le regroupement du CADA et du comité "Nous voulons des enfants désirés" a été repoussé par les initiateurs de ce dernier — fait que beaucoup de participants à la campagne n'ont pu, c'est compréhensible, s'expliquer — et seule une manifestation commune a pu être mise sur pied. Elle a rassemblé 300 personnes le samedi 24 septembre dans les rues de Lausanne. Nul doute qu'une meilleure mise en commun des forces qui envisagent la lutte pour le droit à l'avortement dans la perspective de la libération des femmes et de la lutte anti-capitaliste aurait été profitable à tous.

correspondant Lausanne

MATISA : VERS LA LUTTE LA PLUS DURE...

Deux assemblées coup sur coup à Matisa les 12 et 21 septembre, la seconde fois durant les heures de travail. C'est que la menace de licenciements massifs dans les ateliers — avec à la clé la fermeture possible de l'entreprise de production — pèse sur tous les travailleurs restant. D'autant que les employés de bureau, depuis la grève de 1976, ont été licenciés par centaines. Le 21 septembre, l'assemblée a voté une résolution exigeant que le 5 octobre au plus tard la direction du trust canadien CANRON délègue des personnes compétentes pour présenter à la délégation des travailleurs *"toutes les informations qu'elle lui demandera"* (extrait de la résolution de l'assemblée du personnel de production). En effet, c'est depuis le 26 août que la direction de CANRON repousse cette échéance sous divers prétextes. *"Au cas où un nouveau report de cette séance serait tenté, nous nous verrions dans l'obligation d'envisager les mesures qui s'imposent pour débloquer la situation"*, conclut la résolution. Cette menace de grève, les travailleurs ne la lancent pas à la légère. Profitant de la passivité de la commission des employés, qui a toujours refusé (même durant la grève) d'opérer la jonction avec les ouvriers, la direction de Matisa a pu procéder à une "restructuration" des bureaux, qui a rapidement abouti à la compression d'**un tiers** des postes de travail, sans réaction de la part des employés. Or les travailleurs sont conscients qu'après celle des bureaux, c'est la "restructuration" — c'est-à-dire la compression — des postes de travail dans les ateliers qui se prépare. Par leur premier débrayage et leur assemblée durant les heures de travail le 21 septembre, les travailleurs de Matisa ont montré qu'ils étaient prêts à déjouer d'avance les manoeuvres de la direction du trust. En essayant d'obtenir l'appui de la FCOM et de la FTMH — pour cette dernière les secrétaires ont fait des déclarations prometteuses — les travailleurs de Matisa ont conscience que l'enjeu de leur lutte dépasse la seule entreprise Matisa, et que pour s'imposer face à la direction canadienne de CANRON, il leur faut d'abord

pousser les patrons suisses de l'ASM (constructeurs de machines), signataires de la convention de la métallurgie, dans la défensive. Seul un rapport de force créé par les travailleurs de la région contre les patrons de l'ASM peut forcer celle-ci à faire pression à son tour sur CANRON. Car les patrons suisses craignent plus que les patrons canadiens le risque de rupture de la paix du travail qu'entraînerait un mouvement de solidarité active avec la lutte de Matisa, sous forme de débrayages dans les entreprises métallurgiques de la région. C'est bien pourquoi les militants révolutionnaires se tiennent prêts à populariser une reprise de la lutte à Matisa à une échelle encore plus efficace qu'en mars 1976.

correspondant métallurgie Lausanne

Internement psychiatrique :

lamentable docteur Tissot !

"Table ouverte" du dimanche 25 septembre 1977 à la TV a donné lieu à un étonnant débat entre le Dr BASAGLIA, responsable de l'hôpital psychiatrique de Trieste, et le Dr TISSOT, directeur de la Clinique de Bel Air (Genève). Les autres protagonistes parurent bien pâles à côté de l'auto-déconfiture magistrale de Tissot et du discours simple et ouvert de Basaglia.

Pour Tissot, champion de l'hypocrisie et de la sournoiserie, tous les coups sont permis. Il reproche à Basaglia d'avoir 300 personnes internées dans son hôpital de Trieste, et se vante de n'en avoir que 200 à Bel Air. Basaglia doit dénoncer vertement cette malhonnêteté ! La quasi totalité des 300 personnes vivant régulièrement à l'hôpital y habitent volontairement, sont actifs en ville pendant la journée et n'habitent à l'hôpital qu'à cause de la crise du logement, et dans l'attente de trouver un appartement en ville.

Interpellé sur sa décision de déplacer deux médecins, accusés du délit prétendu d' "anti-psychiatrie", Tissot se réfugie lamentablement derrière le secret professionnel. Quelques minutes plus tard, il violera délibérément son fameux secret professionnel en donant publiquement à des dizaines de milliers de téléspectateurs son diagnostic sur Anna B. : "bouffées délirantes" ! Dérisoire professeur tissot...

Et puis, brusquement, il s'écroule bêtement, le Dr Tissot. Un homme l'appelle au téléphone : sa femme, âgée de plus de 60 ans, très dépressive, mais parfaitement consciente, avait été hospitalisée en compagnie exclusive de vieillards totalement séniles et débiles et incapables de communiquer. Le Professeur Tissot ânonne et en perd la parole... C'est encore à Basaglia qu'il incombe de répondre tout simplement : il est extraordinairement absurde de séparer les patients (comme on le fait à Genève) en pavillons totalement ou partiellement infranchissables, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre; les vieux à part; les agités encore à part.

Tissot, cette fois, s'est effondré. Mais ce qu'il représente reste : la psychiatrie répressive, puissante, impitoyable. La lutte pour l'abolition de l'internement et l'émancipation de la folie ne fait que commencer. Elle doit être partie intégrante du combat des travailleurs. Avec le "socialiste" TISSOT, tendance "Jeanne Hersch", avec les "socialistes" qui le soutiennent, comme le conseiller d'Etat Donzé, il faut que le mouvement ouvrier, politique et syndical, règle ses comptes.

G. S.

La Brèche p. 5

MORT DU CHE

Cet article de Michael Lowy est extrait de la revue "Critique Communiste" no 17 de septembre 1977.

Le 8 octobre 1967, une brigade de rangers boliviens, entraînés et « conseillés » par des officiers américains, emprisonne le Che Guevara, près de la rivière Nancahuazu ; quelques heures plus tard, suivant des instructions directes de l'état-major et du président-dictateur Barrientos, il est assassiné à coups de mitraillette.

Comme l'écrira par la suite cyniquement le journaliste américain Daniel James (proche de certains milieux de la CIA) : *« The Armed Forces decision to execute Che had been made well in advance of Che's capture and was not the outcome of a last minute decision. It was a matter of policy... »* (1). Ajoutons que le Che avait toujours respecté la vie de ses prisonniers : un officier de l'armée bolivienne, le major Sanchez, emprisonné par les guérilleros, sera libéré après quelques jours ; le souvenir de cet épisode le marquera profondément et il deviendra en 1971 le seul officier à résister au coup fasciste du général Banzer. Les militaires boliviens et leurs « conseillers » US avaient tiré la leçon de l'« erreur » qu'avait commise Batista en 1953 en ne tuant pas Fidel Castro immédiatement après sa capture.

Isolé dans une région inhospitalière et peu habitée, sans tradition de lutte ni organisation paysanne importante ; coupée d'un éventuel soutien urbain par la trahison du Parti communiste bolivien, la guérilla rurale dirigée par le Che était vouée à l'échec, et seulement le courage et la hardiesse exceptionnelle de ses combattants lui ont permis de résister pendant huit mois.

La mort du Che a été le début de la fin d'une période d'essor des guérillas rurales, qui seront peu à peu écrasées partout sur le continent latino-américain (Pérou, Venezuela, Mexique, etc.) sauf en Colombie ; dans les années suivantes, une deuxième vague de guerre de guérilla se lèvera, cette fois dans les grands centres urbains du cône sud du continent ; elle sera à son tour exterminée (Brésil, Urugay, etc.) sauf en Argentine. Le bilan de ces échecs oblige les révolutionnaires en Amérique latine aujourd'hui à esquisser une autre conception de la lutte armée, beaucoup plus liée à l'activité des masses, aux organisations syndicales ouvrières et paysannes, à la mobilisation *politique* de vastes secteurs de la population sous la direction d'un parti d'avant-garde ; en un mot : en revenant dans une certaine mesure à la problématique « classique » (léniniste) du double pouvoir, de la crise révolutionnaire et de l'armement du prolétariat.

Cela veut-il dire que les idées du Che sont dépassées et que son œuvre appartient à une époque révolue ? Il serait facile — trop facile peut-être — d'énumérer *post factum* (2) les erreurs qu'il a commises en Bolivie : illusions sur la possibilité pour le PC bolivien de jouer un rôle révolutionnaire ; sous-estimation de la nécessité de construire une organisation politique révolutionnaire implantée dans les masses ouvrières et paysannes et en particulier, chez les mineurs, avant-garde du prolétariat bolivien ; conception trop géographico-militaire de la lutte armée, sans lien organique avec le mouvement des masses, etc.

Cependant, rien ne serait plus superficiel et *faux* que de vouloir faire table rase de l'œuvre du Che et de sa contribution à la stratégie révolutionnaire en Amérique latine (et ailleurs). Non seulement parce que la guérilla rurale peut encore s'avérer une des méthodes décisives de la lutte dans les pays à dominante agraire, mais aussi parce que le Che ne peut nullement être réduit à un théoricien de la guérilla. Au cœur de ses écrits militaires et politiques se trouve une idée fondamentale, qui n'a rien perdu de son actualité : *« Si l'on admet que l'ennemi luttera pour rester au pouvoir, il faut envisager de détruire l'armée d'oppression ; pour la détruire, il faut pouvoir lui opposer une armée populaire. »* (3) Le noyau rationnel de sa pensée stratégique (qui revient constamment dans ses écrits), plus profond et plus important que les instructions techniques pour le *foco* de guérilla rurale, est la conviction que *« la défaite et la liquidation totale de l'armée par les forces populaires »* est *« la condition indispensable pour toute vraie révolution »* (4).

Le Che était-il un utopiste, un aventuriste ? Relisons un moment ce passage, écrit en 1961, tout en réfléchissant à cette date : Santiago, septembre 1973 : *« Quand on nous parle de conquérir le pouvoir par un processus électoral, notre question est toujours la même : si un mouvement populaire s'empare du gouvernement en gagnant un large vote populaire et décide de commencer les grandes transformation sociales qui forment son programme, ne se trouvera-t-il pas immédiatement en conflit avec les classes réactionnaires du pays ? L'armée n'a-t-elle pas toujours été l'instrument de ces classes ? S'il en est ainsi, il est logique de supposer que l'armée sera aux côtés de sa classe et prendra part à la lutte contre le nouveau gouvernement. Par un coup d'Etat plus ou moins sanglant, le gouvernement peut être renversé et le jeu ancien recommencer ad aeternam. Il peut aussi arriver évidemment que l'armée d'oppression soit vaincue par une réaction populaire qui défende le gouvernement. Ce qui nous paraît improbable, c'est que les forces armées acceptent de profondes réformes sociales et se résignent tranquillement à être liquidées en tant que caste. »* (5) Il suffit de comparer cette étonnante prophétie avec celle de Luis Corvalan, secrétaire du PC chilien, en 1970, pour découvrir de quel côté se trouve le réalisme lucide et de quel côté l'utopie tragiquement irresponsable : *« Dans nos forces armées règne l'esprit professionnel et le respect du gouvernement établi d'après la Constitution. D'ailleurs, l'armée et la marine sont nées dans la lutte pour l'indépendance. »* (6)

Aujourd'hui, les trois quarts de la population d'Amérique latine se trouvent sous la botte militaire. Les peuples latino-américains vivent à l'heure du talon de fer décrit par Jack London : une oppression brutale de la caste galonnée, au service de l'oligarchie, du grand capital et de l'impérialisme. L'ITT et le FMI ont remplacé la United Fruit et les banques de Wall Street des années trente, mais ce sont toujours les monopoles impérialistes qui font et défont les ministères et les régimes dans beaucoup de pays du continent, par l'entremise des militaires.

Aussi bien dans des pays fortement industrialisés (Brésil, Argentine) que dans ceux à structure agraire traditionnelle (Paraguay), dans des pays avec une large tradition parlementaire et constitutionnelle (Chili, Uruguay) que dans ceux depuis toujours écrasés par le pouvoir issu des casernes (Nicaragua), presque partout sur le continent les classes dominantes ont allégrement substitué « Liberté, Egalité, Fraternité » par « Infanterie, Artillerie, Cavalerie ». La militarisation de l'Etat ne résulte pas de spécificités historiques ou économiques de tel ou tel pays, mais d'une conjoncture générale de la lutte de classes sur le continent, caractérisée par un aiguisement des contradictions sociales, une crise des appareils politico-idéologiques chargés de contrôler la population (Eglise, partis populistes, école, presse) et, par conséquent, un déplacement de l'axe de domination vers les appareils répressifs (armée, police, bandes armées paramilitaires, etc.). Quant au régime militaire péruvien, exception temporaire qui a été présentée par les partis communistes comme un modèle de nationalisme « révolutionnaire », il vire de plus en plus à droite : retour en force explicite des monopoles impérialistes (cuivre, pétrole, etc.), politique économique dictée par le FMI, répression masive contre les syndicats ouvriers, etc.

En 1963, Ernesto Che Guevara mettait déjà en garde les futurs Allende :"Quelle loyauté peut-on attendre de ceux (les militaires, réd.) qui ont toujours été les instruments de la domination des classes réactionnaires et des monopoles impérialistes, d'une caste qui n'existe que grâce aux armes qu'elle possède, et qui ne pense qu'à maintenir ses prérogatives ? "

La résolution des partis communistes latino-américains de La Havane (juin 1975) parlait des forces armées latino-américaines comme une institution qui peut se convertir en un *« élément de progrès et même de potentialité révolutionnaire »*. L'histoire récente du continent donna mille fois raison au Che, quand il insistait : *« Que peuvent apporter les militaires à la vraie démocratie ? Quelle loyauté peut-on attendre de ceux qui ont toujours été les instruments de la domination des classes réactionnaires et des monopoles impérialistes, d'une caste qui n'existe que grâce aux armes qu'elle possède, et qui ne pense qu'à maintenir ses prérogatives. »* (7)

On peut reconnaître que le Che n'avait pas donné suffisamment d'importance au travail politique au sein des forces armées de l'Etat bourgeois, travail que vise non la « réforme » de cette institution, mais sa désagrégation de l'intérieur, par l'organisation clandestine et/ou semi-légale de soldats, sous-officiers ou même officiers favorables au prolétariat. Cependant, croire que pour un tel travail on peut faire l'économie d'une politique d'armement des travailleurs, ou éviter un affrontement violent entre révolution et contre-révolution, relève de l'illusion la plus dangereuse. Comme l'écrivait Trotsky, à propos de l'insurrection de 1905, la majorité des soldats *« n'est capable de déposer les armes ou de diriger les baïonnettes contre la réaction que quand elle commence à croire à la possibilité de la victoire populaire. Et ce n'est pas la seule propagande qui peut lui donner cette foi. Il faut que les soldats constatent que, de toute évidence, le peuple est descendu dans la rue pour une lutte implacable... »* (8). La méthode que proposait le Che pour constituer une armée populaire opposée à l'armée du capital — la guérilla rurale — s'est avérée inadéquate pour la plupart des pays du continent ; mais le problème qu'il posait était fondamental et est loin d'avoir trouvé une solution satisfaisante au sein de la gauche révolutionnaire latino-américaine aujourd'hui. La guérilla urbaine, qui n'avait pas été prévue par le Che, développée avec beaucoup de courage et d'imagination par des groupes révolutionnaires comme les Tupamaros ou l'ALN brésilienne, a elle aussi échoué (la question reste encore ouverte pour l'Argentine), entre autre grâce à l'emploi systématique de la torture par les régimes militaires ; la torture deviendra ainsi une pièce institutionnelle décisive dans l'exercice de la domination politico-militaire de la bourgeoisie en Amérique latine. Toutefois, c'est au niveau politique et social qu'il faut chercher la racine des défaites des révolutionnaires dans le continent depuis la mort du Che jusqu'à aujourd'hui : l'incapacité à organiser/mobiliser les grandes masses ouvrières et paysannes. En conclusion : le Che guérillero en Bolivie est un personnage héroïque qui appartient à l'histoire et à la légende de la révolution latino-américaine et mondiale ; le Che défenseur intransigeant de la voie armée comme seule garantie pour le triomphe véritable de la révolution reste par contre d'une actualité brûlante.

En réalité, la thèse sur l'inévitabilité de l'affrontement armé n'est que la conséquence logique de son analyse de la nature sociale de la révolution en Amérique latine. En partant de deux expériences qu'il avait vécues personnellement, celle (négative) du Guatemala de 1953/54, et celle (victorieuse) de Cuba en 1959-61, Guevara comprendra l'unité dialectique indissoluble entre les tâches anti-impérialistes et les tâches socialistes dans la révolution latino-américaine. En réalité, dès avril 1959, le Che prévoyait avec une intuition remarquable « le développement ininterrompu de la révolutior » à Cuba, jusqu'à l'abolition du « système social » existant et ses « fondements économiques » — en d'autres termes, du capitalisme.(9) Dans un article de 1963, il étendait les leçons de la révolution cubaine à l'ensemble du continent : *« Lorsque les avant-gardes armées des peuples prendront le pouvoir, elles auront liquidé dans leurs pays en même temps et les impérialistes et les exploiteurs locaux. Elles auront cristallisé la première étape de la révolution socialiste ; elles pourront commencer à construire le socialisme. »*(10) Guevara rompait ainsi avec plus de trente ans de tradition stalinienne en Amérique latine, et s'appropriait une des thèses centrales de la théorie de la révolution permanente ; cela fut le produit de sa propre *praxis* révolutionnaire, et non de la lecture de Trotsky, dont il ne connaissait probablement pas les œuvres à cette époque (ce n'est qu'en Bolivie en 1967 qu'il va lire *l'Histoire de la Révolution russe*, dont un exemplaire sera trouva par l'armée bolivienne dans les caches de la guérilla).

Ce n'est qu'en partant de cette compréhension fondamentale du caractère combiné, socialiste et anti-impérialiste, de la révolution qu'on peut expliquer l'insistance du Che sur la nécessité de détruire l'appareil répressif bourgeois ; dans la perspective néo-menchévique de la révolution démocratico-nationale, en alliance avec la bourgeoisie « progressiste », prônée par les partis communistes traditionnels, la problématique de la rupture de l'institution militaire établie n'a pas de place à l'intérieur de leur horizon politique ; puisque la bourgeoisie nationale est partie prenante du bloc révolutionnaire, un secteur considérable sinon majoritaire de la haute hiérarchie militaire est considéré comme un allié potentiel. La dernière résolution des partis communistes latino-américains (y compris, hélas, le PC cubain), à La Havane en 1975, déclare que des secteurs de la bourgeoisie latino-américaine *« prennent des positions qui convergent avec celles du prolétariat, des paysans et autres couches non-capitalistes de la population, dans la lutte anti-impérialiste... Ces secteurs bourgeois, par conséquent, peuvent participer à l'unité d'action démocratique et anti-impérialiste avec les forces populaires »*. Les affirmations de ce même document sur le « potentiel révolutionnaire » des Forces armées et sur la « ferme évolution de la conscience patriotique » en leur sein, découlent bien entendu de cette hypothèse socio-politique. L'évolution de l'Amérique latine au cours des dernières années (et en particulier le tournant ouvertement pro-impérialiste de la junte militaire au Pérou) ne confir-

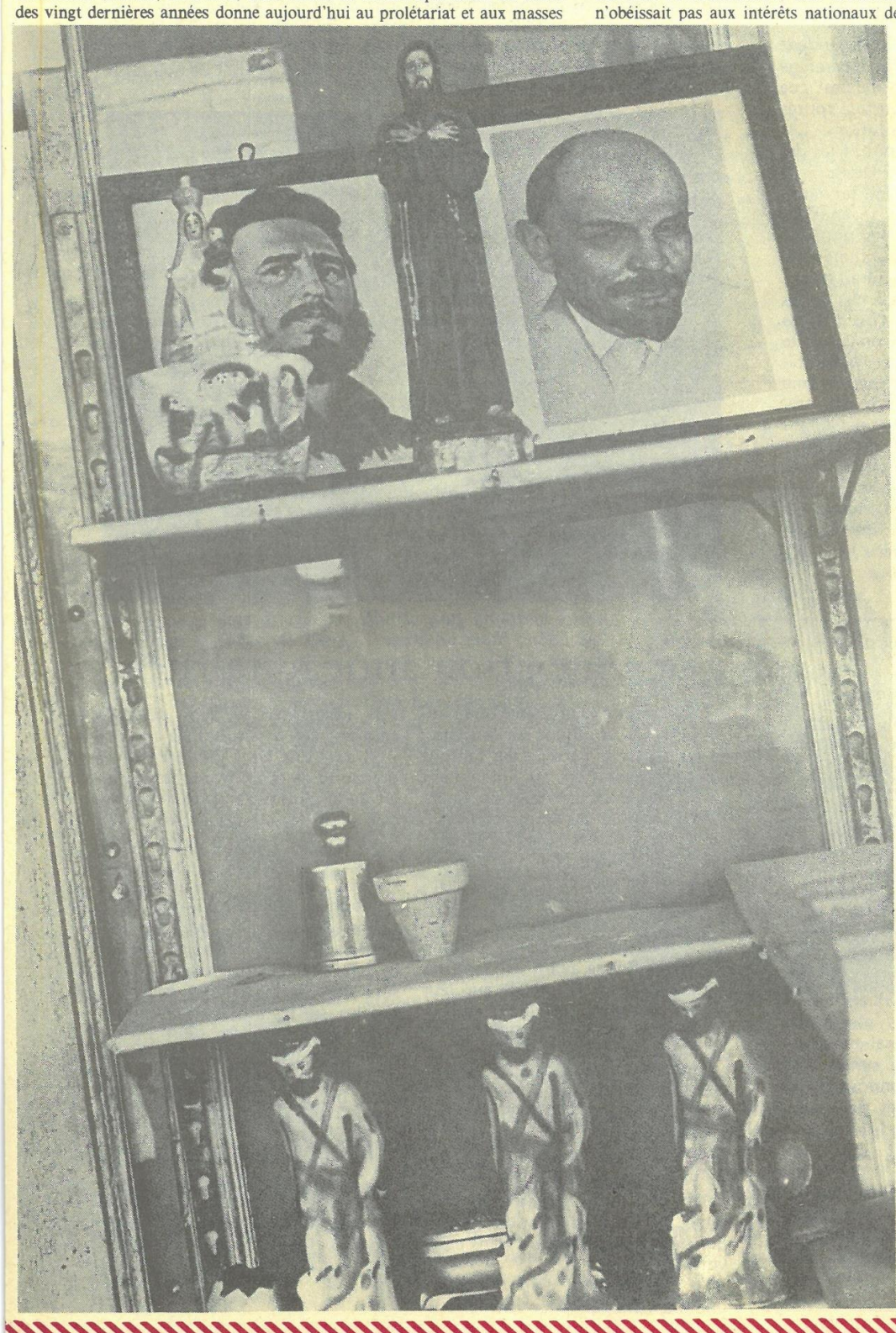
a Brèche p. 6

IL Y A 10 ANS

ment-ils plutôt pas les thèses développées par le Che dans son testament politique, *la Lettre à la Tricontinentale* (1967) ? Dans un passage retentissant, destiné à devenir le drapeau politique de toute la gauche révolutionnaire du continent, il proclamait : *« Les bourgeoisies nationales ne sont plus du tout capables de s'opposer à l'impérialisme — si elles l'ont jamais été — et elles forment maintenant son wagon arrière. Il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution. »* (11)

Si la similitude entre les conceptions du Che et l'orientation stratégique prônée par la théorie de la révolution permanente est indéniable, il est non moins clair que Guevara attribuait à la paysannerie un rôle révolutionnaire beaucoup plus grand que Trotsky. Ceci dit, il faut noter le fait paradoxal que les trotskystes latino-américains ont à plusieurs reprises joué un rôle important à la tête de mobilisations paysannes de masse : le POR en Bolivie en 1952-54, Hugo Blanco au Pérou en 1961-63, et aujourd'hui au Mexique, la formation (avec la collaboration étroite du PRT, section mexicaine de la IV[e] Internationale) de la Coordination paysanne révolutionnaire indépendante. En outre, Trotsky lui-même soulignait, dans un de ses derniers écrits, que *« jamais le marxisme n'a donné à son estimation de la paysannerie en tant que classe non socialiste un caractère absolu et statique. »* (12) La Révolution cubaine (après les révolutions asiatiques) a montré le rôle décisif que pouvait jouer la paysannerie dans un processus révolutionnaire ininterrompu, aboutissant à une transcroissance de la révolution démocratique en socialiste ; Guevara a-t-il eu tort de vouloir généraliser pour toute l'Amérique latine les leçons de la « guerre paysanne » à Cuba ? On peut estimer qu'il s'est trompé en croyant à une répétition de l'expérience cubaine dans la plupart des pays du continent, et en sous-estimant le poids social et politique du prolétariat urbain et minier, en particulier dans les pays du cône sud, où la classe ouvrière est clairement le sujet historique direct de toute transformation révolutionnaire possible ; d'ailleurs, l'urbanisation et l'industrialisation (limitée, déformée, mais réelle) de l'Amérique latine au cours des vingt dernières années donne aujourd'hui au prolétariat et aux masses urbaines une importance de plus en plus grande, et bien supérieure à celle qu'ils avaient au moment de la guérilla cubaine des années 1950. N'empêche que la moitié ou presque de la population du continent est encore composée de paysans et un des grands mérites de l'œuvre du Che a été justement d'attirer l'attention sur le gigantesque potentiel révolutionnaire de cette classe, y compris dans une perspective socialiste. Quel sera le rôle respectif du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution latino-américaine ? il est clair que la réponse n'est pas la même en Argentine ou en Colombie, en Uruguay ou au Mexique. En réalité, la gauche révolutionnaire dans le continent, tiraillée entre un ouvriérisme dogmatique, d'origien européenne, et un culte populiste des paysans, importé d'Asie, est loin d'avoir trouvé une réponse claire et rigoureuse à cette question. Les écrits du Che, à condition d'être abordés avec un esprit ouvert et critique, peuvent être une contribution importante à ce débat.

L'autre dimension de la pensée et de la pratique politique du Che qui le rapproche du marxisme révolutionnaire et de la théorie de la révolution permanente est son internationalisme conséquent. Dès 1959, l'extension de la Révolution cubaine à toute l'Amérique latine était sa préoccupation constante ; préoccupation fondée sur l'intuition que le destin de l'Etat révolutionnaire cubain et son autonomie face à la bureaucratie soviétique étaient liés au destin de la révolution latino-américaine, et d'autre part sur la compréhension du lien étroit entre les processus révolutionnaires dans les différents pays, à l'échelle du continent. Mais l'internationalisme du Che ne se limitait nullement à l'Amérique latine ; il a été un des rares dirigeants révolutionnaires de notre époque à comprendre l'unité organique du système capitaliste mondial, le rapport dialectique entre les différents secteurs de la lutte de classes à l'intérieur de ce système, et la nécessité d'une stratégie révolutionnaire unifiée à l'échelle internationale. En avançant en 1967, le mot d'ordre *« Un, deux, trois, plusieurs Vietnam »*, Guevara esquissait (pour la première fois depuis longtemps dans l'histoire du mouvement ouvrier, exception mise à part de la petite minorité marxiste révolutionnaire) une orientation révolutionnaire mondiale qui, n'obéissait pas aux intérêts nationaux de tel ou tel Etat, de telle ou telle



M. Lowy : "la profonde sensibilité antibureaucratique de Guevara est indéniable".
(photo Luc Chessex, illustration des étrangetés du culte de la personnalité à Cuba).

puissance « socialiste », mais du prolétariat international dans son ensemble. Et il ne se bornait pas à lancer des slogans ; il mettait en pratique ce qu'il proposait, en essayant, en Amérique latine, d'ouvrir un « deuxième front » qui pourrait venir en aide au Vietnam.

L'internationalisme était pour le Che à la fois un impératif moral, une exigence éthique de l'humanisme révolutionnaire, qui dépasse les étroites limites nationales dans un puissant mouvement de solidarité fraternelle, et une exigence pratique, concrète, matérielle, de la lutte révolutionnaire contre l'ennemi commun : *« Il n'est pas de frontières dans cette lutte à mort... La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur ; c'est aussi une nécessité inéluctable. »* (13) Bien entendu, on peut lui reprocher de privilégier trop le tiers-monde aux dépens de l'Europe dans sa vision de la lutte de classes planétaire, et de ne pas concevoir la nécessité d'une révolution antibureaucratique en URSS et dans les Pays de l'Est, même s'il critiquait sévèrement le « modèle économique » soviétique. Il reste que depuis la mort de Trotsky, on n'avait jamais vu un dirigeant révolutionnaire d'envergure historico-mondiale mettre, comme le Che, l'internationalisme au cœur de sa perspective politique et de son activité militante. Un dirigeant qui ne se conduit pas comme « homme d'Etat » Mais comme un combattant de la révolution mondiale, et paie de sa propre personne la mise en œuvre de sa stratégie internationaliste. C'est avec des révolutionnaires comme le Che et ses partisans dans le monde, comme Miguel Enriquez tombé en combattant au Chili, ou Rohan Wijeweera, incarcéré à perpétuité au Sri Lanka, que se construira à l'avenir une Internationale communiste de masse, qui reprendra l'héritage de la III[e] Internationale léniniste (1919-1923) et de la IV[e] Internationale d'aujourd'hui.

Quant à la question de la bureaucratie stalinienne : il est vrai que le Che n'avait pas une vision claire du problème, mais sa profonde sensibilité antibureaucratique est indéniable. Elle se manifeste de manière particulièrement intéressante dans les discussions qui eurent lieu au ministère de l'Industrie à Cuba, en 1964 (et qui seront publiées en 1970 par Il Manifesto et Tricontinentale, édition française) ; le Che y critiquait explicitement les privilèges matériels de la bureaucratie dans les pays de l'Est : *« Ce sont les directeurs, qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande, l'importance qu'y assume la gestion du directeur, ou mieux, la rétribution de la gestion du directeur. »* (14) D'autre part, en racontant à ses camarades cubains les débats qu'il avait eus en URSS, il mentionne le fait que ses interlocuteurs soviétiques l'avaient accusé de « trotskysme ». Tout en refusant ce qualificatif, le Che avait répondu en affirmant clairement : *« A ce propos, je crois que, ou bien nous avons la capacité de détruire par des arguments les opinions contraires ou bien nous devons les laisser s'exprimer (...) Il n'est pas possible de détruire les opinions par la force, parce que cela bloque tout développement libre de l'intelligence. »* (15). Il proclamait ainsi une des idées fondamentales de la démocratie socialiste, et manifestait, en même temps, son incompatibilité viscérale avec la démarche et les méthodes des staliniens.

Guevara n'était pas trotskyste, bien sûr. Mais ce n'est pas un hasard si beaucoup de militants guévaristes (et même des organisations entières, comme récemment les Comandos Camilistas en Colombie) ont rejoint les rangs de la IV[e] Internationale, considérant que celle-ci représentait la continuation et l'approfondissement de la dimension authentiquement révolutionnaire et internationaliste du guévarisme.

C'est pour toutes ces raisons que nous, trotskystes, saluons, en ce dixième anniversaire de sa mort, sa mémoire comme celle d'un frère de combat ; pour nous, comme pour beaucoup d'autres militants de la nouvelle avant-garde surgie à partir des années 1960, le Che Guevara, par sa pensée, son action, son exemple, est un immense drapeau révolutionnaire, une flamme rouge pure et ardente que les dictateurs, les généraux et leurs « conseillers » du Pentagone ne réussiront jamais à éteindre.

(1) Daniel James, *« The Complete Bolivian Diaries of Che Guevara and other captured documents »*, Allen and Unwich, London, p. 58.
(2) Rappelons que notre propre mouvement, la IV[e] Internationale, défendait dans son IX[e] Congrès en 1969, une conception de la lutte armée en Amérique latine qui n'était pas sans quelque ressemblance avec celle prônée par le Che...
(3) Ernesto Che Guevara, *« La tactique et la stratégie de la révolution latino-américaine »*, 1962, in *Textes politiques*, Maspero, 1968, p. 83.
(4) Che Guevara, *« Cuba, cas exceptionnel ou avant-garde de la lutte contre l'impérialisme ? »*, 1961, in *Textes politiques*, p. 67.
(5) Ibidem, p.69-70.
(6) Luis Corvalan, *Camino de Victoria*, Santiago, 1971, p. 425.
(7) Che Guevara, *« La guerre de guérilla : une méthode »*, 1963, in *Textes militaires*, p. 156.
(8) Trotsky, 1905, Ed. de Minuit, p. 237).
(9) Selected Works of Che Guevara, MIT Press, 1969, p. 372).
(10) Guevara, *« La guerre de guérilla : une méthode »*, in *Textes militaires*, p. 163).
(11) Che Guevara, *« Mensaje à los pueblos del mundo a traves de la Tricontinental »*, 1967, in Obras 1957-67, Casa de las Americas-Maspero, II, p. 589).
(12) Trotsky, *« les Trois conceptions de la Révolution russe »*, 1939, in *Bolchévisme contre stalinisme*, Editions de la Taupe rouge, 1977, p. 50).
(13) Che Guevara, *« Discours d'Alger »*, 1965, in *Textes politiques*, p. 266).
(14) Guevara, Oeuvres VI, Maspero, p. 90.
(15) Ibidem, p. 86.

L'initiative pour un impôt sur la richesse

Ce qu' il faut en savoir

Le contenu de l'initiative du PSS

Le titre complet de l'initiative pour un impôt sur la richesse (IR) est le suivant : initiative populaire *"en vue de l'harmonisation fiscale, d'une imposition plus forte de la richesse et du dégrèvement des bas revenus (initiative pour un impôt sur la richesse)"*.

Sa réalisation – supposons qu'elle soit acceptée – permettrait d'approcher dans une certaine mesure les trois buts proposés, du moins en ce qui concerne l'imposition directe des revenus et de la fortune, puisque l'initiative se limite à ce domaine.

Selon l'IR, les revenus et la fortune des personnes physiques seraient imposés comme c'est le cas aujourd'hui par les cantons (respectivement les communes) et en plus par la Confédération. Ce qui est **nouveau**, c'est que l'IR fixe des **taux minimum** pour l'imposition des revenus à partir de 100 000 francs par an et de la fortune à partir de 1 million. L'impôt (cantonal) sur la fortune serait d'au moins 0,7 o/o pour une fortune nette d'un million et d'au moins 1 o/o pour une fortune de 5 millions. Les taux d'imposition du revenu seraient au moins de :

revenu annuel fr. :	taux d'impôt cantonal	taux d'impôt fédéral	total
100 000.-	21 o/o	6 o/o	27 o/o
200 000.-	27 o/o	10 o/o	37 o/o
1 million	33,4 o/o	14 o/o	47,4 o/o

Un rentier capitaliste disposant d'une fortune de 4 millions et de 200 000 francs de revenus d'intérêts et de dividendes verrait sa fortune imposée à 0,9 o/o (= fr. 36 000.-) et son revenu dégrevé de 37 o/o (= 74 000.-), au total donc il paierait 110 000 francs d'impôts, soit 55 o/o de son revenu. Un "salarié" d'une catégorie supérieure qui gagnerait 200 000 francs par an n'aurait que 37 o/o d'impôts à payer.

D'un autre côté, l'IR postule que *"les revenus nécessaires à l'existence"* seront exonérés des charges fiscales cantonales (et communales) et que l'impôt fédéral direct ne sera perçu qu'à partir d'un revenu de 40 000 francs.

Cette disposition aurait pour effet de décharger massivement les plus bas revenus, l'imposition directe débutant dans tous les cantons bien au-dessous du minimum vital – sauf dans le demi-canton de Bâle-Campagne. (L'impôt fédéral direct, IDN, est perçu actuellement à partir de 10 800 francs de revenu net pour les célibataires et de 14 200 francs pour les couples.)

> L'initiative populaire fédérale pour un impôt sur la richesse a été déposée le 27 juin 1974 par le Parti Socialiste Suisse (PSS) munie de 80 190 signatures. Elle a été repoussée sans contre-projet par la majorité bourgeoise du Parlement au cours de la session d'automne 1976. Elle sera soumise à la votation populaire le 4 décembre prochain, le comité directeur du PSS ayant décidé à la fin du mois de juin de ne pas la retirer.

En ce qui concerne les hauts revenus, dans la plupart des cantons les taux d'imposition au-dessus de 100 000 francs sont déjà plus élevés actuellement, et les taux pour l'impôt fédéral direct à peu près ceux que l'IR postule.

Pour les revenus au-dessus de 200 000 francs l'IR introduirait par contre *"des charges significativement plus élevées"*, selon les termes du Conseil fédéral.

Mais c'est pour l'imposition des personnes morales (sociétés capitalistes, etc.) que l'IR, selon les termes du Conseil fédéral, introduirait *"une modification décisive de l'ampleur des charges fiscales". "L'actuelle concurrence entre les cantons et la Confédération doit être surmontée et remplacée par un impôt fédéral sur les personnes morales, dont au moins deux tiers du montant brut de l'impôt (provenant de sa région) reviendraient au canton."* (Message du Conseil fédéral sur l'IR du 24. 3. 1976, éd. allem.). D'après le texte de l'initiative, la Confédération peut certes laisser aux cantons le soin d'imposer certaines personnes morales, mais il ne peut s'agir là que de mesures du second ordre.

Les taux d'impôt sur le bénéfice net, le capital et les réserves des sociétés ne sont pas précisés par l'IR. Dans les dispositions transitoires de l'initiative, la ponction devrait être de 30 o/o sur le bénéfice net et de 0,8 o/o sur le capital et les réserves, ce qui représenterait une charge supplémentaire sur les hauts profits par rapport à la situation actuelle.

En ce qui concerne l'harmonisation fiscale, d'après l'IR, la Confédération et les cantons sont tenus d'édicter des lois instaurant une harmonisation formelle. Ce sont exactement les mêmes éléments qui ont été adoptés le 12 juin lors du vote sur l'arrêté fédéral introduisant une harmonisation fiscale (soumission obligatoire à l'impôt, objets imposables, durée de l'imposition, code de procédure et répression fiscale). La formulation est cependant plus sévère, car l'arrêté fédéral ne fait qu'édicter des "principes", ce qui laisse la porte ouverte à toutes les adaptations et hésitations. Les tarifs, les taux de l'impôt et les déductions sociales sont laissés à la compétence des cantons (et communes). Mais pour les revenus les plus bas comme pour les plus élevés, une harmonisation matérielle serait introduite, qui rendrait moins lucrative l'évasion fiscale des riches vers les cantons où l'on prélève moins d'impôts. La transmission de ces compétences à la Confédération aurait pour effet d'introduire une harmonisation matérielle des impôts également pour les personnes morales, et grâce à cet obstacle mis à l'évasion fiscale, le produit de ces impôts pourrait sans doute être considérablement élevé, même s'il est à prévoir que toute une série de holdings spécialisées dans l'évasion fiscale prendraient le large.

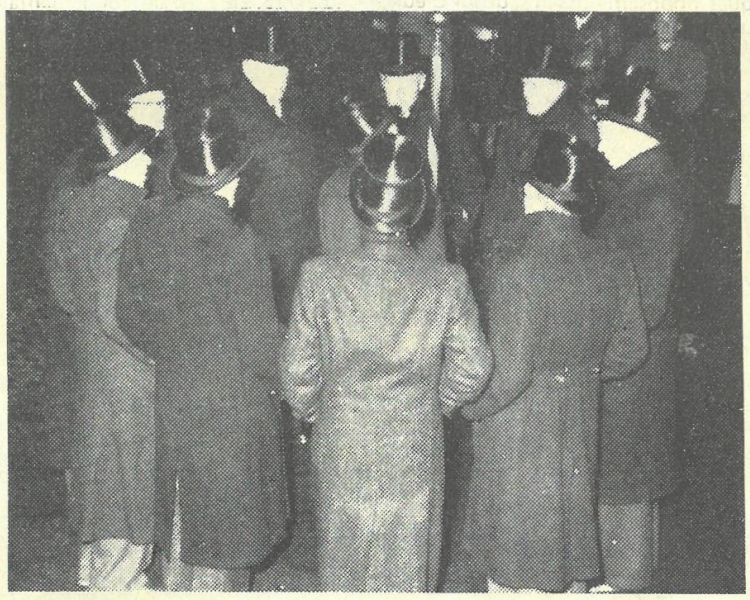
Une étape intermédiaire

L'impôt sur la richesse a été proposé à l'intérieur du PSS par l'aile gauche, qui voulait en faire une déclaration de guerre aux capitalistes. Les magistrats du PS et l'appareil du parti en ont fait un projet de réforme fiscale, qui certes impose plus lourdement les hauts revenus, mais qui n'égratigne même pas la puissance des capitalistes qui découle de leur propriété sur les moyens de production.

Les taux minimums d'impôt de l'initiative (que le Parlement dominé par la bourgeoisie considérera comme des taux maximums) **ne pourraient même pas empêcher que les riches deviennent plus riches et plus puissants.**

Celui qui, possédant un revenu d'un million, s'en voit prélever environ la moitié par le fisc, dispose toujours d'un demi-million dont la plus grande partie peut être placée. De plus, de grandes fortunes se construisent souvent à partir de profits qui dans la plupart des cantons ne sont pas taxés comme "revenu", ce que l'IR ne corrige même pas. La direction du PSS ne considère l'IR dans le meilleur des cas que comme un moyen de pression pour obtenir des améliorations de l'impôt fédéral direct (IDN) – pour autant qu'elle ne les sabote pas elle-même – et elle a toujours été d'avis que c'est une imposition plus forte de la consommation par le canal de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui devrait assurer les rentrées financières de la Confédération.

Ceci mis à part, **la réalisation de l'impôt sur la richesse** dans les termes de l'initiative du PSS entraînerait une décharge des plus bas revenus, une plus forte taxation des hauts revenus et une certaine diminution de l'évasion fiscale et des privilèges fiscaux – surtout ceux des sociétés capitalistes. Il est donc évident qu'il faut la soutenir. L'acceptation de l'impôt sur la richesse offrirait de plus le cadre constitutionnel et psychologique qui permettrait à une mobilisation des travailleurs d'obtenir un impôt sur la richesse dont les taux dépasseraient les seuils minimums que fixe l'initiative et qui pourrait porter à un niveau supérieur la lutte contre la fraude fiscale. L'IR ne mettrait donc pas fin à la lutte dans le domaine fiscal, il représente au contraire une étape à partir de laquelle il sera possible de viser de nouveaux buts.



La "critique" du Conseil fédéral

La critique que le Conseil fédéral exerce à propos de l'initiative du PSS est somme toute bienveillante. Il constate qu'elle est réalisable, s'emploie à calculer des exemples de tarif. Du point de vue du Conseil fédéral également l'imposition unifiée des personnes morales apporterait *"d'incontestables avantages"*, à côté de désavantages (*"une large restriction de l'autonomie financière des cantons"*). Ainsi *"les privilèges accordés aux sociétés de domicile et aux sociétés-boîtes aux lettres, qui jouissent ouvertement des différences d'imposition d'un canton à l'autre, pourraient être diminués"*. Le Conseil fédéral explique même :

"Nous estimons positive la poursuite de la progression pour les plus hauts revenus".

Mais malgré cela, le Conseil fédéral refuse l'initiative pour un impôt sur la richesse (IR) pour deux raisons primordiales :

1. L'IR causerait des difficultés aux cantons financièrement faibles car ils ont trop peu de riches pour que la hausse de leurs impôts compense la perte de rentrées due à l'exonération des revenus les plus bas. Ils devraient imposer plus lourdement les revenus moyens et inférieurs qu'actuellement.
2. Les besoins financiers de la Confédération ne seraient pas couverts.

Le premier argument semble important. De fait, l'IR ne prévoit pour l'impôt fédéral direct des personnes physiques qu'une péréquation entre les cantons de 5 o/o des rentrées, ce qui serait insuffisant pour leur éviter de prélever des impôts supplémentaires auprès des salariés. Le prélèvement de l'impôt fédéral direct auprès des personnes morales ne s'accompagne d'aucune péréquation financière. Quant à la rétrocession de 2/3 des rentrées au canton concerné, elle ne fait que favoriser les cantons "riches" au détriment des cantons "pauvres", ce que le Message du Conseil fédéral confirme par quelques exemples.

Mais si le Conseil fédéral voulait réellement imposer plus lourdement les hauts revenus et tenir compte des avantages de l'impôt fédéral direct pour les personnes morales, il aurait pu présenter un contre-projet qui améliore la péréquation financière. **Même en cas d'acceptation de l'IR il serait tout à fait possible de renforcer la péréquation financière entre les cantons par une adjonction à la Constitution.**

En ce qui concerne les besoins financiers de la Confédération, les rentrées fiscales pourraient être élevées beaucoup plus massivement que le Conseil fédéral ne veut le faire croire par une simple élévation des taux d'imposition au-dessus des minima et par une véritable lutte contre la fraude fiscale.

La "bienveillance" du Conseil fédéral se révèle donc pour ce qu'elle est : une simple manoeuvre tactique destinée à donner plus de poids aux arguments justifiant le rejet de l'initiative.

Dénonciation anticapitaliste

Il est fort peu probable que l'initiative pour un impôt sur la richesse franchisse la barrière des cantons lors de la votation, vu notamment son absence de péréquation financière pour les cantons "pauvres". Une majorité des votes serait plus facilement atteignable, si l'on en croit les sondages, et elle équivaudrait à un succès politique important. Mais rien n'autorise des espoirs surfaits, le PSS et l'Union Syndicale Suisse ayant pendant des années observé le silence sur leur propre initiative, préférant utiliser les cotisations des travailleurs pour propager les projets financiers antisociaux de la bourgeoisie. Enfin, un tiers des travailleurs et des travailleuses, classés dans la catégorie des "étrangers", n'auront pas un mot à dire sur le système fiscal et sur l'utilisation d'impôts dont ils paient pourtant une partie considérable, et cela aussi, c'est un élément qui pèsera négativement dans cette votation.

Il faut pourtant tenter d'obtenir une majorité des votes dans les centres industriels et dans quelques cantons, car le résultat de la votation aura une large influence sur la poursuite de la confrontation au sujet de la répartition de la charge fiscale selon les classes et surtout sur le rapport de forces à l'intérieur du PSS et des syndicats.

Mais quel que soit le résultat, la votation au sujet de l'impôt sur la richesse fournit une occasion parfaite de braquer les projecteurs sur la richesse des capitalistes en Suisse, sur leurs innombrables combines fiscales, sur les inégalités sociales et les privilèges criants dont bénéficient ceux qui peuvent établir leur déclaration d'impôt comme il leur plaît, bref pour faire avancer la formation d'une conscience anti-capitaliste.

De plus en plus de travailleurs-(ses) et d'employé(e)s pourront ainsi reconnaître que les capitalistes ne sont pas des "partenaires" à qui l'on peut faire confiance "de bonne foi".

G. K.

La Brèche p. 8

Les "eurocommunistes" et les dissidents de l'Est

UN SILENCE ELOQUENT

Marchais et Amalrik (à gauche)

Il y a 6 mois, il y a un an, les partis communistes, "eurocommunistes" au premier chef, le disaient bien haut : Staline, ils avaient connu, ils avaient compris. Tardivement certes mais c'était acquis, on ne les y reprendrait plus. Et c'était à qui demanderait la libération des réprimés de Radom, s'indignerait de l'internement de Goma ou accueillerait Biermann. Ne vit-on pas Kanapa serrer la main de Leonid Pliouchtch le 21 octobre 1976 lors de ce meeting unitaire exigeant la libération de Boukovski ?

Alors, la première vague simultanée de dissidence politique depuis la fin de Staline ébranlait les régimes bureaucratiques des Etats ouvriers dégénérés, secouait l'opinion publique des pays capitalistes.

Les Accords d'Helsinki retentissaient encore dans les oreilles complaisantes des éditorialistes bourgeois : il convenait de douter de la bonne foi de ces eurocommunistes.

Certes, ces prises de position limitent quelque peu l'application de la répression contre les dissidents, contribuent à porter ce problème au coeur du mouvement ouvrier. Mais enfin, les bureaucrates de Moscou et d'ailleurs, s'ils libèrent quelques opposants tissent autour d'eux un voile de terreur et ne concèdent rien.

Non, nous ne sous-estimons pas l'importance de l'évolution des partis communistes sur cette question, il est certain que l'ampleur des sentiments anti-bureaucratiques des masses européennes exerce son influence jusqu'au centre des directions de ces partis. Cette évolution, à terme, ne peut qu'être profitable.

Néanmoins, constatons l'évidence : quelques libérations en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Roumanie à la fin du printemps et au début de l'été ne peuvent cacher la brutalité de la répression **qui ne cesse un instant de s'abattre sur les dissidents.**

Aujourd'hui, les directions communistes occidentales se taisent à nouveau. Pourquoi ?

La combinaison de trois facteurs explique ce silence.

C'est premièrement la Conférence de Belgrade qui se révéla moins menaçante qu'il n'était prévu. Les Etats bourgeois, Carter en tête, se rendirent bien vite aux arguments d'Helmut Schmidt et de Giscard d'Estaing[1]. Force leur est de constater que pas plus les régimes de l'Est qu'eux-mêmes n'ont intérêt au développement d'une combativité de masse qui saperait leurs pouvoirs respectifs. Il est de bon ton de parvenir à un gentlemen's agreement[2].

Deuxièmement, dans les pays de l'Est se manifeste une stabilisation momentanée. Les mouvements pour l'application des Accords d'Helsinki étant affaiblis par la répression. Et ainsi, troisièmement, les partis communistes ne se trouvent plus sous la pression d'une opinion publique qui les oblige à prendre position et peuvent se permettre d'éviter le problème.

Parce que, plus fondamentalement, leur silence leur épargne un "risque". Comment pourraient-ils soutenir systématiquement les opposants de l'Est, sans se prononcer sur le contenu de leurs revendications ?

Prenons l'exemple de Rudolf Bahro, ce "dissident" arrêté il y a quelques semaines en RDA. En quelque sorte, il répond à Carrillo.

Au sein des masses ouvrières européennes, ce sont les secteurs les plus combatifs, les plus actifs syndicalement et politiquement qui sont les plus rétifs à l'égard des manoeuvres d'appareils.

Au travers de leurs luttes ils ont fait de très riches expériences. Celle de la nécessaire — et par conséquent unitaire — auto-organisation, mais aussi l'expérience de leurs directions réformistes lorsqu'elles suscitent des divisions, maintiennent des exclusives ou manoeuvrent des mouvements à seule fin de limiter l'affrontement à l'Etat bourgeois pour les enfermer dans des perspectives électoralistes.

Ces expériences donnent une forme concrète à leur refus des pratiques bureaucratiques. Ce sont essentiellement ces travailleurs-là que le double langage des PC veut convaincre. A l'instar de la social-démocratie ils établissent ainsi l'identification entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière. La caricature de socialisme qu'est le repoussoir stalinien leur facilite cette opération.

Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste Espagnol montre[3] en quoi l'Etat russe des bureaucrates a trahi *"l'Etat à bon marché de Lénine où le prolétariat en armes, la milice populaire, les fonctionnaires considérés comme de simples 'comptables' payés comme des ouvriers, révocables, remplaceraient la bureaucratie, l'armée permanente et les organes spéciaux de répression, cet Etat, après plus de 50 ans de pouvoir, ne commence à se dessiner en aucune façon"*. Il précise : *"La question qui se pose aujourd'hui est de déterminer si les structures mêmes de cet Etat ne sont pas devenues un frein pour le développement d'une authentique démocratie ouvrière"*. Il condamne, enfin, la *"confusion entre le Parti et l'Etat"*.

A cette interrogation Rudolf Bahro [4] répond de façon intransigeante : *"Ces partis qui furent un jour celui de Lénine, celui fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht sont aujourd'hui des flambeaux retournés. Dans de tels partis, les communistes sont organisés contre eux-mêmes et contre leur peuple"*. Il développe ensuite la position suivante : il est nécessaire de construire dans les pays bureaucratiquement dégénérés de nouveaux partis communistes, il est impossible de réformer de l'intérieur ces derniers, identifiés aux rouages les plus profonds de l'appareil d'Etat.

Lorsque le 24 juin l'Hebdomadaire soviétique "Temps Nouveaux" jette l'anathème sur Santiago Carrillo, c'est du tac au tac que répond le Parti Suisse du Travail ("Coups bas en lieu et place de discussion", Voix Ouvrière, 1er juillet 1977)[5].

Ce n'est pas un éditorial de revue qui s'abat sur Rudolf Bahro. Depuis plus d'un mois il est en prison et ceci, sinistre humour, pour espionnage.

Pour avoir défendu des positions analogues à celles de Santiago Carrillo. Et les lecteurs de la Voix Ouvrière n'en sont même pas informés.

Il est déplorable que le Parti du Travail confirme à tel point ce que nous exposons ci-dessus. Camarades, de la direction du Parti Suisse du Travail, s'il est indécent que vous affirmiez n'avoir rien su de la terreur stalinienne, il est intolérable que vous mainteniez votre silence au sujet de la répression que subit un Rudolf Bahro.

le 26 septembre 1977
Brice Dounauve

1) cf Journal de Genève, 30 août 1977, in no 166 de la Brèche (17 sept. 77) : "Ce fut un des points sur lesquels Helmut Schmidt a le plus insisté lors de sa dernière visite à la Maison Blanche".

2) Notons ainsi que ce même article du Journal de Genève contient cette bien clarifiante explication : "On n'ignore pas en effet que, sur ce chapitre des droits de l'Homme, les états de l'Ouest ne sont pas à l'abri de tout reproche". Donnant, donnant... silence, silence. La lettre ouverte adressée par le CSOPE à la Voix Ouvrière dénonçait cette manoeuvre. La rédaction de la VO n'a pas cru bon d'en informer ses lecteurs.

3) Santiago Carrillo, Eurocomunismo y Estado, Barcelona, Editorial Critica, 1977.

4) Rudolf Bahro, Die Alternative. Zur Kritik des real existierenden Sozialismus, Europäische Verlangs anstalt, Köln, 77.

5) Bien loin de nous de reprendre à notre compte l'entièreté des positions de Santiago Carrillo. Celui-ci prend bien soin de taire ce point précisément qui vaut à Bahro d'être réprimé : comment les travailleurs de ces pays pourront-ils reprendre ce pouvoir qui leur fut confisqué ? A ce sujet voir : La tempête de l' "eurocommunisme", la brèche no 162-63. Concernant nos analyses sur l' "Eurocommunisme" : Inprecor, nouvelle série no 6, no 9, no 12.

La "Chaîne du Bonheur" éclipse une campagne de soutien au peuple chilien !

Le 27 septembre, la presse lausannoise relatant les difficultés de la campagne menée en septembre par "Terre des Hommes-Suisse" pour venir en aide aux enfants chiliens, faisait une allusion à l'opposition qu'elle avait rencontrée chez un des plus "célèbres" caritatistes suisses, Edmond Kaiser. Kaiser qui a rompu depuis 1972 avec la branche suisse de cette organisation, et a fondé sa propre dissidence : "Terre des Hommes-Lausanne".

En effet, nous en avions annoncé quelques-uns dans "la brèche", ces spectacles de solidarité ont été peu ou mal annoncés par les media. Pire encore, comme le note la TLM (27. 9. 1977), *"l'époque fixée* (pour la campagne en faveur des enfants chiliens, réd.) *a correspondu notamment avec l'action de la Chaîne du Bonheur, si bien que l'action Chili n'a pas eu le succès escompté"*. C'est le moins qu'on puisse dire, puisque par exemple seules quelques dizaines de spectateurs ont assisté aux deux concerts lausannois du groupe Imago, et qu'une autre série de concerts a dû être annulée.

Simple hasard, qui a conduit la radio suisse romande, le directeur des programmes de la SSR Valloton et le directeur du Comptoir suisse à lancer leur "appel pathétique" en faveur des victimes des catastrophes naturelles dans le canton d'Uri au moment où, à grand peine, "Terre des Hommes-Suisse" tentait d'attirer l'attention sur la situation sociale au Chili, quatre ans après le coup d'Etat militaire, dans le cadre d'une campagne de la fédération internationale de Terre des Hommes ? N'y aurait-il pas eu de discrètes interventions, vu les excellents rapports entre MM. Valloton et Kaiser ? Vu les prises de position de ce même Kaiser, de retour du Chili cette année : *"J'ai vu des enfants mourir, et cela seul compte"* [1]. — Cela seul compte — les causes : où sont-elles ?

La campagne de "Terre des Hommes-Suisse" ne désignait-elle pas du doigt le gouvernement Pinochet, ce qui ne pouvait que déplaire à la bourgeoisie suisse, aux Fürer (PDG de Nestlé), sur l'appui desquels les organisations "charitables" qui croient devoir défendre la "neutralité" suisse veulent s'appuyer ? Cette "neutralité" qui permet au Comptoir Suisse d'accueillir officiellement la Thaïlande des militaires ? Mettant en avant *"les structures populaires"* et le fait que *"les pauvres, depuis la fin de 1973, se sont organisés pour la survie"* et accusant *"les restrictions budgétaires"* du gouvernement d'accroître encore la misère qui provoque la dénutrition des enfants, la campagne de "Terre des Hommes-Suisse" sortait des sentiers battus de la "charité-bonne conscience helvétique". La punition ne s'est pas fait attendre...

F. G.

1) émission de la radio suisse romande, le 15 août 1977.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

GENEVE

FETE du Parti du Travail
je 29, ve 30 septembre, sa 1er, di 2 octobre
salle communale de Plainpalais.

ve 30 sept., 20h.30 : meeting politique avec *Roland Leroy*, directeur de l' "Humanité", membre de la direction du PCF.

FETE du Parti Socialiste
je 6, ve 7, sa 8, di 9 octobre
salle communale de Plainpalais

je 6 : film *"San Gottardo"*, de Willy Hermann, dont on vous cause en page 11.
ve 7 : réunion publique avec *Michel Rocard*, secrétaire national du PS français.
et en permanence : musique folk, pop, jazz, avec entre autres *Angle, Amanite, le Big Band* et *le Beau Lac de Bâle.*

Apéritif-Théâtre de Carouge
sa 1er, di 2, ma 4, me 5, ve 7, sa 8, di 9 oct., 18h.30 : *Paysages de l'exil*, cabaret littéraire Eisler-Brecht.

Grand Café du Grutli, 16 rue Général Dufour **du 5 au 9 oct.**, et **du 12 au 16 oct.**, dès 20h.30 : *L'opéra-gouffre*, du Théâtre à musiques de Lausanne.

Bistrot la Sourdine, Maison des Jeunes, 5 rue du Temple
ve 7 oct., 21h. : *Lucien Rémy quartet* (jazz).
ve 14 oct., 21h. : *"Amanite" trio* (folk).

au Plic-Plouc, impasse rue du Lac 1 tous les **mercredi** soirs : *folk.*

LAUSANNE

FETE du POP
vendredi 7 et samedi 8 octobre
Casino de Montbenon

ve 7, 20h.30 : meeting politique avec *Gaston Plissonier*, membre du BP du PCF.
ve 7, dès 23 : le groupe *Tetragon.*
sa 8, 16h. : un débat sur les centrales nucléaires. Puis : *Bluegrass Blossoms* (folk), et à 20h.30 : *Francesca Solleville.*

Cabaret-Théâtre des Faux-Nez
du je 6 au me 12 octobre : *Marc Ogeret.*
du je 13 au me 19 oct. : *Alfredo Dominguez.*

Et voilà on vous annonce aussi des trucs à l'avance et pas seulement des trucs en retard :

THONON, maison de la Culture
mardi 29 novembre : *Catherine Ribeiro.* Il paraît qu'il faut louer sans traîner à la librairie Rousseau, Genève (rue Rousseau 36).

Et n'oubliez pas de lire **ANTIROUILLE**, *qui est un mensuel pour jeunes, fait par des jeunes. Et, puisqu'aujourd'hui on vous dit tout (ou presque) et qu'on n'est vraiment pas sectaire, il paraît que les fourmis Atta (exotiques champignonistes, hein) du Museum d'Histoire naturelle à Genève portent des banderoles "35 heures immédiatement sans diminution des portions".*
Et je vous dis salut et lisez pas seulement Antirouille mais aussi la brèche et...

Olaf Ermalor

L'O.C. Drapeau Rouge sur "La question de Staline" :

Ils justifient la répression bureaucratique, hier en URSS, aujourd'hui en Chine !

Les lecteurs de la presse de l'ex-"Rupture", aujourd'hui Organisation Communiste Le Drapeau Rouge, auront pu découvrir non sans quelque frisson que désormais en Suisse romande, le PCS/ml et son organe "Octobre" n'étaient plus seuls à vénérer Joseph Staline. Avant même que nous ayons commenté ce tournant dans notre presse, l'OCDR se défendait d'avance : "La LMR, par exemple, s'empresse de crier à notre égard au 'stalinisme' et même aux 'mao-staliniens'." **(No 2, juillet 77, p. 18).** "La question de Staline est une question importante que l'on ne peut traiter à la légère. Ceux qui l'exploitent pour se battre à coup d'étiquettes ne visent qu'à jeter la confusion sur cette question." **(id.).**

En tant que militants partie prenante du courant politique qui, le premier dans l'histoire, a dénoncé le stalinisme et en a subi les coups, nous ne pouvons qu'être d'accord : cette question est trop importante pour qu'on la traite à la légère. Et si en somme l'OCDR nous conjure d'avance de ne pas nous battre "à coup d'étiquettes", nous ne pouvons que tenter de relever le défi : il n'en va pas d'une "querelle de chapelle" au sein de l'extrême-gauche portant sur le droit de porter ou non le label "marxiste" et "léniniste"; il en va bien plus de l'attitude aussi bien face aux courants d'opposition dans les Etats ouvriers dégénérés (URSS, Chine, etc.) que face aux diverses tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, et notamment en Suisse. Notre thèse : il y a un lien direct entre les "mérites" attribués par l'OCDR à Staline et son approbation tacite de la répression de l'opposition en Chine, négation par principe de la démocratie ouvrière au sein du mouvement ouvrier. Les conséquences pratiques de cette position sont effectivement trop importantes pour être prises à la légère.

Prisonniers chinois au pilori à Tschangscha : d'après des documents publiés par "Der Spiegel" (no 35, 22.8.77), certains sont éxécutés avec pour chef d'accusation leur "arrogance contre-révolutionnaire".

"CHATIER A JUSTE TITRE... LE COURANT TROTSKYSTE"

C'est d'emblée sans se donner la peine d'effectuer la moindre démonstration que le "courant trotskyste" dans l'URSS des années 20 et 30, c'est-à-dire l'Opposition communiste de gauche, est séparée des communistes "sincères" par l'O.C. Drapeau Rouge :

"Si le travail de liquidation de la contre-révolution, entreprise par le PCUS sous la direction de Staline, permit de châtier à juste titre nombre d'éléments contre-révolutionnaires qui devaient l'être (le courant trotskyste, les manoeuvres subversives développées par le fascisme montant en Europe, etc.) il n'en reste pas moins que des gens honnêtes, des communistes sincères furent injustement condamnés. Ainsi le PCUS commit l'erreur d'élargir le cadre de la répression en 1936, 1937, 1938." (Toutes les citations sont tirées de Drapeau Rouge no 2, juillet 1977.)

Nous ne discuterons pas ici du mal fondé de cette séparation : notre dossier dans le prochain numéro, à l'occasion du 60 ème anniversaire de la révolution d'octobre y sera consacré notamment.

Pour l'OCDR, le Parti Communiste de Staline n'aurait pas su trier le bon grain de l'ivraie. On peut constater en effet que, dirigée au début contre certaines tendances politiques (menchéviks, socialistes-révolutionnaires), la répression s'est étendue ensuite à des membres de la gauche du parti, puis à des couches entières de la population, frappant à l'apogée de ce processus tout ce que Staline pouvait assimiler à un risque de résistance à sa dictature, y compris certains membres de son entourage.

Ce processus véritablement infernal, l'OCDR explique-t-elle comment il aurait fallu l'entraver ?

L'OCDR avance trois critiques à Staline. Dans ces trois critiques, nous espérons bien sûr trouver des réponses à cette question essentielle. En d'autres termes nous espérons trouver des **critères précis, objectifs** qui permettraient de faire le choix entre les "bons" et les "mauvais" opposants. Notons qu'avec ces critères, nous n'aurions pas encore la clé essentielle -pour des marxistes- à savoir quels sont les moyens politiques et matériels dont disposeraient les masses ouvrières et paysannes pour appliquer les critères. Et il resterait la question subsidiaire : que faire des "mauvais" opposants ? Faut-il les "exterminer", les "châtier" comme dit l'OCDR, ou leur accorder tout de même le droit de s'exprimer et de s'organiser? Mais concentrons-nous sur la première interrogation, car, en l'absence de tels critères, nous devrons en déduire logiquement que l'OCDR nous appelle à faire confiance aveuglement à une direction simplement plus "éclairée" que la direction du PCUS sous Staline, ce dont évidemment nous ne pourrions nous satisfaire!

Or ces critères brillent par leur absence ; il faut donc tenter de les dégager de la description des "trois erreurs" (*"Ce n'est pas un décompte d'épicier"*) de Staline.

Selon l'OCDR, la **première** erreur de la direction stalinienne aurait été de ne pas comprendre que la lutte de classes se poursuit "entre prolétariat et bourgeoisie dans l'étape du socialisme" ou -autre citation- "dans la phase de transition au socialisme". **Quel critère s'en dégage ?** Qu'il faut, selon l'OCDR, "châtier" les courants qui favorisent "la recomposition de la bourgeoisie". Qui sont-ils, en quoi se distinguent-ils, ces "agents objectifs de la bourgeoisie", d'opposants désirant sincèrement construire le socialisme, ou tout simplement défendre et améliorer le niveau de vie des masses ? L'OCDR ne le dit pas -elle dit seulement que le courant trotskyste était du mauvais côté- et il faut bien en déduire que **cette appréciation est laissée à la direction du parti, elle-même armée de "sa sûreté idéologique et politique".**

La **deuxième** erreur de Staline aurait été de "ne pas nager à contre-courant en s'appuyant sur les masses pour lutter contre les positions politiques des contre-révolutionnaires". Précision donc : tout en laissant l'appréciation de la profondeur des divergences d'un courant d'opposition à la seule **direction du parti**, celui-ci devrait faire appel aux masses. Cependant, aucun droit n'est garanti aux masses, si ce n'est celui de manifester son **accord** avec la direction en place. Ce ne sont pas les masses qui devraient **trancher en dernier ressort à l'intérieur de leurs organes de représentation directe et d'exercice du pouvoir politique** *et économique* (soviets, comités d'usines, comités de quartier, etc.) **des débats entre les divers courants,** bref décider quelles options elles voudraient voir appliquer dans la planification économique ou la politique étrangère du pays, pour citer ces exemples. Non, l'intervention des masses n'aurait pour rôle que de **plébisciter** la direction du parti,de l'appuyer. L'OCDR bien sûr ne pose pas la question :*comment Staline aurait-il pu faire appel aux masses pour le soutenir (contre la bourgeoisie montante, celle qui a fait "un coup d'Etat en 1956, selon l'OCDR...),* lui qui avait fait régner la terreur parmi les masses, moyen s'il en est de les tenir totalement éloignées de la politique ?

La **troisieme** erreur : *"Staline a renforcé les appareils d'Etat (...) au lieu de lutter pour le déperissement de l'Etat (...)". Ceci "au détriment (...) du rôle dirigeant du parti sur l'Etat".*

C'est en énonçant cette "troisième" erreur que l'OCDR boucle son raisonnement. Tant que la nécessité du "dépérissement de l'Etat" est affirmée sans en indiquer les moyens essentiels -restriction systématique des privilèges de tout responsable, et surtout transfert sans retard des principaux pouvoirs d'Etat tels que la police, la planification économique, etc., aux organes propres des masses - cette formule reste purement réthorique. Accompagnée de la remarque "(ceci) au détriment du rôle dirigeant du parti sur l'Etat", elle éclaire toute la démarche de l'OCDR. Résumons :

1. la direction du parti unique **décide seule quelle opposition est tolérable et laquelle doit être éliminée.**

2. elle s'efforce de susciter des mouvements de pression (résolutions, manifestations,etc.) pour appuyer la campagne d'élimination des opposants.

3. mais ceci sans transférer à aucun moment le pouvoir réel aux masses. Tout au contraire, en essayant d'accroître par de tels "plébiscites" la main-mise de la direction sur tous les rouages du parti et de l'Etat, ce qui signifie bien entendu étendre l'épuration à l'appareil d'Etat lui-même.

C'est donc bien une démarche politique qui se refuse de donner les moyens à *la cuisinière* pour qu'elle puisse *diriger l'Etat* selon le mot de Lénine. C'est bien la justification de la répression qui a frappé toute forme d'opposition en URSS, et qui frappe aujourd'hui en Chine aussi bien les opposants aux privilèges bureaucratiques que ladite "bande des quatre".

ILS NIENT LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

En effet, pour des marxistes, il n'y a **aucune raison**, à partir de la constatation que le parti révolutionnaire d'avant-garde représente, sur le plan programmatique, les intérêts historiques à long terme du prolétariat d'en tirer la conclusion que **seul** il doit assurer sa dictature sur l'Etat, le prolétariat tout entier ! **Le pouvoir d'Etat**, sous le régime de la "dictature du prolétariat", **doit être assuré collectivement par les divers conseils de travailleurs démocratiquement élus. Toute restriction d'affiliation de parti ou de tendance dans les partis ou les conseils limite la liberté du prolétariat d'exercer le pouvoir politique, c'est-à-dire limite la démocratie ouvrière**, approfondit en revanche la dictature d'une minorité de dirigeants politiques et économiques qui tendent dès lors à former une couche sociale privilégiée, incontrôlée, et qui ne tarde pas à assurer sa main-mise sur le parti et l'Etat pour la défense prioritaire de ses propres privilèges, et empêcher tout dépérissement de l'Etat.

Le "culte de la personnalité" fait à Staline (comme à Mao Tsé-toung) ne représente donc qu'un infime aspect de la dégénérescence bureaucratique; le "stalinisme" n'est que la forme historiquement déterminée qu'a prise la dégénérescence bureaucratique des acquis de la révolution socialiste en URSS. Par contre "La question de Staline", telle qu'elle est traitée par l'OCDR, apporte une confirmation sinistre que les courants politiques qui prennent leurs distances vis-à-vis de l'URSS pour mieux défendre aujourd'hui les "mérites" de Staline ne font que justifier **le système du parti unique, la dictature du parti sur les masses**, la défense de leurs privilèges par les bureaucraties des Etats ouvriers au détriment de la construction du socialisme dans ces pays, au détriment de la révolution socialiste mondiale.

Les conséquences de la fonction que l'OCDR attribue au parti sont **inévitables** et **tragiques**. Agissant "au nom" de la classe, ou, dans la meilleure hypothèse, "avec l'appui" de la classe, le parti unique est censé représenter **seul** les intérêts de cette classe.

Pourtant, dans une société de transition qui hérite de la société capitaliste, une classe ouvrière qui elle-même est loin d'être homogène, où divers niveaux de conscience, d'expériences, de situation matérielle engendrent inévitablement de profondes inégalités politiques et sociales, **l'existence de divers courants politiques, de divers partis ne peut pas être niée**, sauf par des moyens administratifs et répressifs. Même si le système du parti unique est instauré par la répression, ces inégalités se traduiront par des confrontations **en son sein.** Le parti communiste chinois lui-même n'y échappe pas !

Le véritable rôle d'un parti révolutionnaire au contraire est de **convaincre**, de gagner la majorité de la classe ouvrière à ses **propositions** par des moyens **politiques**, au cours du débat le plus libre, et **non par la répression.** Rejeter cela conduit infailliblement la direction du **parti unique**, puisqu'elle justifie son pouvoir par la prétention d'être seule représentante de **toute** la classe ouvrière, à nier à tout autre courant le droit de représenter ne serait-ce que certaines couches de la classe ouvrière. De là à taxer toute opposition de "contre-révolutionnaire", de marche-pied favorisant la *"recomposition de la bourgeoisie"*, il n'y a qu'un pas, irrésistible. Les actuelles exécutions d'opposants en Chine, uniformément menées au nom de la lutte contre la "clique réactionnaire" des Quatre, le prouvent.

21. 9. 1977, F. Gonseth

La Brèche p. 10

«San Gottardo»: hier et aujourd'hui

"J'ai tourné mon film sur les frontaliers, dit Villi Hermann, et pendant le travail j'ai entendu les ouvriers parler du Gothard. Ils venaient d'Italie et d'ailleurs pour participer au percement du tunnel routier. C'était suffisamment explicite pour mériter une enquête approfondie... Je me suis plongé complètement dans le XIXème siècle. Et, chose qui doit vous surprendre, j'en ai obtenu une image très différente de ce qu'on m'avait appris à l'école..."

Après cette "plongée" dans le passé, Villi Hermann en est arrivé à l'idée de mettre en parallèle les deux percements, celui du tunnel ferroviaire dans les années 1870 et celui du tunnel routier dans les années 1970 (l'achèvement est prévu pour 1980). Le travail de recherche qu'il a fait avec Eve Martin, qui signe avec lui le scénario, l'amène à une constatation : les conditions d'exploitation des travailleurs ont peut-être changé dans le détail, elles n'ont pas changé de nature en un siècle, car les entrepreneurs qui commanditent le percement du tunnel routier aujourd'hui sont, au fond, les héritiers de ceux qui ont percé le tunnel d'hier.

Ce qui est mis en lumière ici de manière très crue, tant dans les comparaisons qui sont faites que dans le langage cinématographique utilisé, c'est ce que cache une certaine notion du progrès que cherche à accréditer la bourgeoisie : on vous dit souvent que la classe ouvrière a changé, aujourd'hui il y a les machines, les travailleurs n'ont plus lieu de se plaindre. Tout le monde vivrait en col blanc et la révolution socialiste ne serait donc plus à l'ordre du jour. L'exemple du Gothard montre que la réalité est bien loin de ces affirmations.

Il y a un siècle des émigrés (pour la plupart italiens) faisaient 12 heures de travail par jour dans la nuit des tunnels, en 1972 des émigrés (dont 80 o/o d'Italiens) en font 11. Il y a un siècle on réclamait parce que les patrons ne permettaient pas aux travailleurs d'attendre que le "boian" (gaz très toxique qui se dégage après les explosions) se soit dissipé, aujourd'hui ce même boian provoque la silicose. Les salaires, alors comme aujourd'hui, sont évidemment modestes. Il y a un siècle les travailleurs étaient logés dans des étables sans hygiène pour des prix qui dépassaient ceux que payaient les ingénieurs pour être logés dans des appartements. Aujourd'hui, les ouvriers sont logés dans des baraques qui rapportent à l'entreprise de construction (chiffre de 1972) 1 800 francs par mois pour une baraque en bois contenant 10 chambres de 4 m x 4 m (une toilette par baraque, 4 travailleurs par chambrette. Ne parlons pas de l'hygiène...). Il y a un siècle tout était vendu trop cher aux ouvriers dans des magasins qui étaient, eux aussi, propriété de l'entreprise de construction, aujourd'hui repas et boissons sont vendus trop chers aux ouvriers par la cantine, propriété de l'entreprise.

On pourrait continuer.

En racontant l'histoire vraie du Gothard, Villi Hermann met aussi en lumière un épisode que l'histoire suisse n'aime pas à se rappeler : la fusillade lors d'une grève de plusieurs jours contre les conditions inhumaines de travail, en 1875.

Le mécanisme de la violence patronale est démonté très efficacement en quelques images. Les morts (l'armée avait tiré sur une foule déjà en fuite), de pauvres paysans, ne pouvaient être que des meneurs sans doute poussés par Bakounine (alors résidant en Suisse) ou par les "meneurs étrangers" issus de la Commune de Paris (qui ne datait alors que de 4 ans). Langage connu aujourd'hui encore : vous rappelez-vous les "meneurs allemands" à Malville ?

Après le percement du tunnel, on n'avait voulu se souvenir que de la mort de Louis Favre, le propriétaire de l'entreprise chargée des travaux, et oublier les travailleurs (200 accidents mortels environ, et des décès sans nombre dus à la maladie). A cela répondent aujourd'hui les images tournées en 1975 lorsque l'équipe nord et l'équipe sud se sont rejointes au milieu du tunnel : les conseillers fédéraux qui pour un jour ont pris possession du chantier se serrent la main pour se féliciter, tandis que les ouvriers qui font le travail quotidien, qui sont tous les jours victimes des accidents, des rhumatismes, des pneumonies dues aux brusques changements de température, de la silicose, ces ouvriers donc ont le "droit" d'assister au "dernier coup de pioche"... devant un petit écran de TV.

Il n'y a pas lieu de dire ici que l'histoire se répète, car en fait elle ne fait que se poursuivre : des conditions d'exploitation basées sur les mêmes principes produisent des effets similaires, et quelques machines y changent peu de chose tant que les rapports de production ne sont pas **radicalement** différents.

Un langage nouveau

Le film est mi-documentaire, mi-joué, bien que tout ce que font et disent les acteurs de la partie historique soit basé sur des documents.

Une équipe a filmé les ouvriers travaillant actuellement dans le tunnel, les a suivis des semaines durant dans leur travail quotidien, a gagné leur confiance à force de patience — et a même fini par entrer dans les baraques et dans les cantines pour pouvoir discuter librement avec eux et les filmer.

Le cinéaste mêle les documents à la reconstitution des principaux événements du siècle dernier. Mais si des "vedettes" d'alors il montre le rôle et l'importance (qu'il sagisse de Louis Favre ou du banquier Escher), il ne fait pas d'eux les personnages décisifs de son histoire. Dans la réalité reconstituée ils n'ont pas plus de poids objectif que cet ouvrier qui écrit au village pour raconter la mort d'un copain dans le tunnel et qui organise pour lui un enterrement civil "comme font les Républicains en France".

Aucun acteur n'est une "vedette" : dans les scènes de travail dans le tunnel, Villi Hermann a même tenu à mêler aux acteurs professionnels quelques ouvriers qui percent actuellement le tunnel routier, pour mieux marquer la solidarité entre ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui. De cela découle une lecture politique de l'histoire toute différente de celle que la bourgeoisie veut accréditer, l'affirmation qu'en dernière analyse l'histoire n'est pas faite par quelques personnages assis autour d'un tapis vert, mais par les masses travailleuses. L'utilisation d'acteurs très connus, tels Dimitri, Roger Jendly, le Collettivo di Parma, etc. presque en second plan, souligne cela (eux-mêmes d'ailleurs voyaient dans la participation à ce film une forme de travail militant).

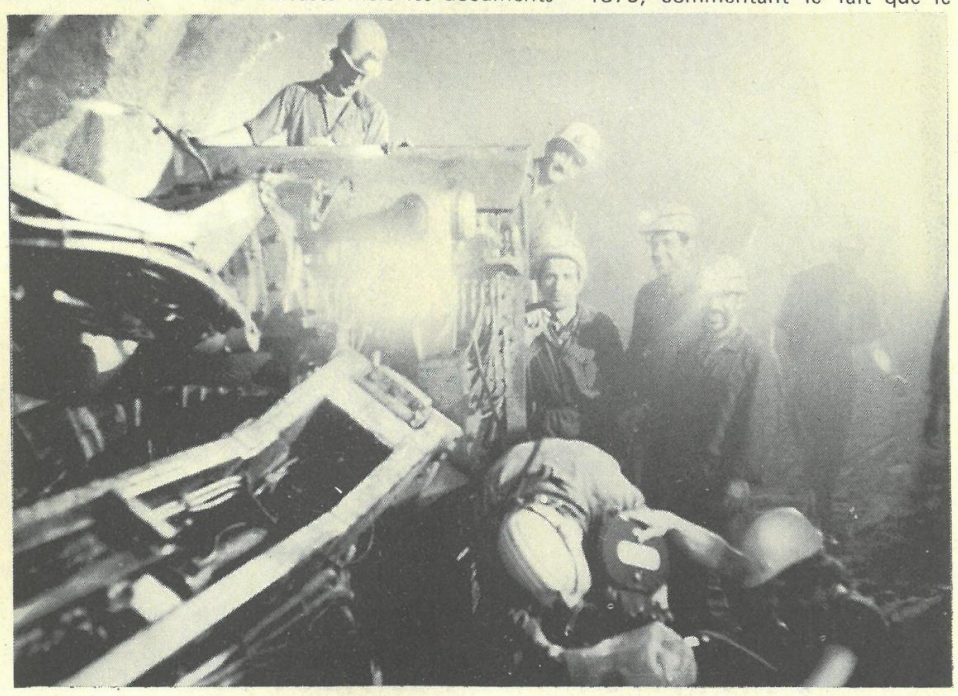
La caméra aussi va dans ce sens : elle reste distante, documentaire, même dans les scènes reconstituées, dans lesquelles d'ailleurs, à la fin, le présent fait irruption (lorsque la première locomotive sort en pouffant du tunnel devant une foule du 19ème siècle, on n'a pas le temps de se croire dans un de ces films "nostalgiques" tant à la mode aujourd'hui : elle est aussitôt suivie d'un train moderne qui s'en va à toute vitesse).

On trouve l'un des rares gros plans du film au moment où un militant de la Fédération jurassienne de l'Internationale des travailleurs dit, après la grève et la fusillade de 1875, commentant le fait que le Conseil fédéral a ordonné une enquête : *"Frères, travailleurs, nous socialistes révolutionnaires, nous savons qu'aucun gouvernement ne peut être juge impartial dans un conflit entre la bourgeoisie et le peuple ouvrier, attendu que tout gouvernement est l'organe et le représentant du monde bourgeois et le défenseur de ses privilèges. Aussi refusons-nous dès maintenant d'accepter comme un verdict équitable le résultat qui sortira des manipulations de l'enquête officielle. Parce que nous savons que les gouvernements républicains comme les gouvernements monarchiques, n'ont d'autre politique que le maintien de l'exploitation et l'écrasement des justes revendications des travailleurs."*

Des mots d'hier à l'actualité desquels le siècle qui s'est écoulé depuis ne change pas grand-chose.

Le film de Villi Hermann est une mise en perspective du présent à la lumière de l'histoire que tous les militants devraient voir et discuter.

Rose Redsock



Il y a un siècle, les immigrés faisaient douze heures de travail par jour dans le tunnel. En 1972, les immigrés du tunnel routier en faisaient onze. (photo Filmkollektiv).

PAUVRE CINEMA SUISSE

Le jeune cinéma suisse des années 70, né et vivant dans la pauvreté, s'est trouvé confronté, coincé qu'il était par des moyens limités, à un problème de langage.

Le jeune cinéma suisse dépend assez peu du capital industriel international, qui ne s'intéresse guère à lui (bien que des investissements importants de capitaux suisses soient faits régulièrement dans des superproductions internationales). Cet état de faits a eu ses inconvénients, mais il a eu aussi une conséquence en dernière analyse positive : à côté de films relativement traditionnels, tels les Goretta par exemple, nous avons de véritables ruptures de langage; elles sont théoriquement voulues (telles par exemple celles que l'on perçoit nettement tant dans *"Le milieu du monde"* de Tanner que dans *"Le Cirque de puces"* de Koerfer ou dans les films de Schmid); elles sont aussi en partie le fruit même de la situation, telle la rupture que représentent à mon sens tous les films de Dindo, dont le plus connu est sans doute *"L'exécution du traître à la patrie Ernst S."*. Des gens comme Dindo préfèrent ne pas miser sur la chance d'arriver à trouver (au prix de quelles ruses, de quelles luttes quotidiennes !) les 800 000 francs ou le million qu'il faut (sans être extravagant) pour faire aujourd'hui un film de fiction.

Ils ont donc opté pour ce que nous appellerons un "cinéma pauvre", celui du documentaire qui raconte, dans un langage forcément différent, une histoire (vraie) qui éclaire non plus, comme cela se fait dans le cinéma traditionnel, la psychologie de quelques personnages-vedettes, mais bien une structure sociale. Pour reprendre l'exemple de Richard Dindo, *"Peintres naïfs de la Suisse orientale"* ne se contente pas de nous faire connaître ces peintres naïfs, mais nous montre aussi quel commerce l'on fait avec eux, *"Les vétérans de la guerre d'Espagne"* éclaire tout un pan de la conscience internationaliste chez certains Suisses, et l'attitude de la Suisse face à cet internationalisme, etc. etc.

C'est dans ce contexte qu'il faut examiner les deux films les plus importants de Villi Hermann: *"Cerchiamo per subito operai..."*, tourné en 1973/74 avec des moyens très modestes et à peine 15 000 francs d'argent liquide, qui traite du scandale des travailleurs frontaliers au Tessin (dont nous ne parlerons pas aujourd'hui), et surtout le récent *"San Gottardo"*, qui a coûté le prix "normal" d'un film moyen suisse (800 000 francs), et qui réussit à allier de manière très heureuse le langage de la fiction à celui du documentaire.

La Brèche p. 11

Le capitalisme peut-il être pris en otage ?

Notre position face au terrorisme

Depuis un demi-siècle, **l'image d'une société nouvelle, humaine** et **socialiste**, pour laquelle lutte le mouvement ouvrier révolutionnaire, a été **défigurée, transformée en repoussoir** aux yeux des masses laborieuses. Particulièrement en Allemagne fédérale : au nom du socialisme démocratique du SPD (Parti social-démocrate), les travailleurs ont été mitraillés en 1918 et les "Berufsverbote" contre la gauche introduits en 1977. Parti de la première révolution socialiste victorieuse, le KPD (Parti communiste allemand) s'est transformé en imitateur aveugle et diplomate de la bureaucratie soviétique, devenant ainsi le parti de la défaite devant le fascisme. Par la suite, l'image d'une société socialiste humaine a été systématiquement détruite par les fascistes. La guerre froide a suivi ces traces et le stalinisme y a contribué à son tour. La terreur stalinienne et les bureaucraties au pouvoir dans les "Pays de l'Est" ont été vantés pendant des décennies comme un "socialisme réel", bien entendu fort peu attractif aux yeux des travailleurs.

Ceci a commencé à changer, en République Fédérale Allemande, avec les années 60. La nouvelle génération de militants socialistes n'est plus assimilée à cette triste tradition. Même si on les fait encore passer pour des "idéalistes rêveurs", leur engagement pour un socialisme humain a été pris au sérieux, et ce premier changement n'a pas été sans importance. Leur influence dans la classe ouvrière est cependant restée limitée, l'image du socialisme qu'ils ont su reconquérir n'ayant trouvé que peu d'écho en son sein, les expériences pouvant y conduire sont demeurées trop restreintes.

C'est précisément cet écart entre l'ampleur des tâches à résoudre et la politique dominante dans le mouvement ouvrier — celle du SPD — qui a constamment entraîné, dans la "nouvelle gauche", des signes d'impatience et de désespoir. Que sont devenues les grandes mobilisations contre les lois d'exception (Notstandsgesetze) et la guerre du Vietnam ? Le SPD a facilité l'introduction de ces lois, les a appliquées ensuite lui-même, une fois au gouvernement (comme par exemple les "Berufsverbote"). Que reste-t-il de la solidarité avec le Vietnam ? Le gouvernement SPD ne s'est-il pas placé à la tête de la campagne contre la révolution portugaise ?

Désespérée devant l'ampleur de l'effort à faire pour regagner la classe ouvrière au combat socialiste, une partie de la "gauche" développe une conception reccourcie de la révolution : il ne s'agit plus de préparer la voie au socialisme en y gagnant la majorité de la classe ouvrière, mais de lutter en tout premier lieu contre les individus de la bourgeoisie. Le terrorisme qui ressurgit aujourd'hui en RFA dans la Fraction Armée Rouge se situe dans cette logique. Pourtant, la lutte contre la société bourgeoise ne peut devenir effective que dans la mesure où la classe ouvrière commence à y reconnaître son combat pour une nouvelle société humaine. Celui qui croit pouvoir sauter cette étape est amené à faire de la lutte contre la bourgeoisie une affaire en soi. Or, n'importe quel coup porté à un représentant de la bourgeoisie n'est pas automatiquement à l'avantage de la classe ouvrière.

Au contraire, ce qui se passe aujourd'hui en RFA démontre qu'il n'en va pas ainsi. L'image du socialisme ne peut et ne doit en aucun cas devenir celle de la terreur. Plus elle le devient, plus le socialisme et ceux qui luttent pour lui deviennent inintéressants aux yeux des travailleurs. Et la bourgeoisie sait s'en servir. Chaque attentat, chaque prise d'otage lui donne une marge nouvelle pour frapper d' "interdiction professionnelle" quelques centaines de socialistes, pour introduire une nouvelle loi limitant l'activité du mouvement ouvrier et pour armer davantage encore la police de guerre civile. Ceci sans devoir en payer le prix politique, c'est-à-dire sans provoquer une crise de confiance chez les salariés. Les dommages portés à la bourgeoisie par les rapts et la terreur sont faibles comparés à ceux que doit subir en retour le mouvement ouvrier. Un de plus ou de moins, une panique plus ou moins grande, nous le savons et la bourgeoisie le sait aussi : le capitalisme ne sera pas pour antant "pris en otage" ou abattu ! D'autres prendront la place de Buback, Ponto, Schleyer peut-être, ou quel que soit leur nom. L'exploitation, la société capitaliste ne sont pas un problème biologique, mais celui de savoir si la classe ouvrière est prête à désirer elle-même une société nouvelle. Cette conscience ne naît pas de la terreur; au contraire elle ne peut naître que de la confiance de la classe dans ses propres forces, acquise dans des luttes de masse et à mesure qu'elle fait l'expérience que le capitalisme est incapable de satisfaire les besoins humains de la majorité des salariés. Ceux qui s'engagent pour le socialisme ne pourront gagner cette confiance que s'ils contribuent activement à la renaissance de telles luttes.

Des peines de mort infligées à des nazis ou des capitalistes par une petite minorité se substituant à toute la population — et qui, pour la honte de toute justice populaire, est prête à négocier la mise en liberté pour de l'argent — ne sont qu'une carricature du socialisme pour lequel nous luttons. Celui qui défend cette caricature ou la couvre sans critique est aussi éloigné de la réalité que ceux qui font passer les régimes bureaucratiques et la terreur stalinienne pour le "vrai socialisme"; aussi éloigné de la réalité que le SPD quand il chante les louanges de l'Etat bourgeois parce qu'il serait la réalisation de la démocratie si ce n'est même du "socialisme démocratique". Observer tout cela de loin avec une joie maligne est une position qui empêche le mouvement ouvrier de progresser au sujet d'une question aussi vitale pour lui. Celui qui veut contribuer à sortir la classe ouvrière de l'impasse où elle se trouve en RFA doit clairement et ouvertement s'opposer aux méthodes réactionnaires de la terreur.

Si nous nous opposons fondamentalement à ce terrorisme, cela ne signifie pas que nous nous plions à la terreur de la bourgeoisie. Tous les hypocrites, de Kohl (leader de la CDU démocrate-chétienne) à Brandt (SPD), qui, tout en se hérissant contre l'inhumanité de la RAF, sont les premiers à faire passer les "interdictions professionnelles", sont à tout jamais des adversaires du mouvement ouvrier. Ils ne se priveront pas d'employer la violence contre le mouvement ouvrier, le jour où celui-ci prendra lui-même son destin en main, comme ils sont prêts aujourd'hui à fouler aux pieds chaque droit démocratique. A ce moment, la classe ouvrière devra être prête à se frayer un chemin par la contre-violence; la police, l'armée et la machine d'Etat qui sont armées aujourd'hui au nom de la lutte contre le terrorisme sont les armes terroristes dont se servira — et se sert déjà — la bourgeoisie. Le dire n'a rien de commun avec le terrorisme que pratique la RAF, et qui prend un sens réactionnaire pour le mouvement ouvrier. C'est au contraire souligner toute l'importance que le mouvement ouvrier oppose un front uni contre tout renforcement de l'appareil d'Etat, ses instruments de répression, les conditions de détention dans ses prisons, ses "Berufsverbote" et sa chasse aux sorcières.

15. 9. 1977
Bureau Politique de la LMR

Armés aujourd'hui au nom de la lutte contre le terrorisme, demain ces policiers pourront se tourner contre les travailleurs...

Au Congrès de l'IG-Metall

VOTE EN FAVEUR DES 35 HEURES

Dès le dimanche 18 septembre s'est déroulé le congrès annuel de IG-Metall (Industriegewerkschaft-Metall), le plus important des syndictas du DGB allemand (2,6 millions de membres). Ce congrès, qui s'est terminé samedi 24 septembre après l'élection de la nouvelle direction, ne s'est pas tout à fait déroulé dans le sens voulu par les dirigeants en place.

Dès le début, une procédure de discussion différente de celle proposée par la direction a été adoptée.

Jeudi, à la suite d'un débat très controversé sur la réduction du temps de travail à 35 heures, une faible majorité des délégués a voté une résolution dans ce sens, alors que le comité directeur de l'IG-Metall s'était engagé avec toute son autorité et publiquement dans la discussion pour combattre cette revendication. Et c'est par 275 voix contre 261 que le congrès a décidé d'intégrer la revendication des 35 heures dans la liste des revendications pour les prochaines négociations avec le patronat (Tarifrunden).

C'est la première fois que la direction de l'IG-Metall se fait désavouer de la sorte.

Les délégués ont également balayé la Schlichtungsordnung (procédure de médiation), qui consiste à ne pas faire grève pendant les négociations et à être obligé d'accepter un médiateur "neutre" si l'un des deux partenaires (patronat ou syndicat) le demande. Une nouvelle procédure de médiation devra être soumise au congrès.

D'autre part, les "Vertrauensleute" (délégués d'atelier) avaient jusqu'ici une compétence strictement limitée à leur entreprise. Pendant le débat sur le chômage, il a été décidé qu'ils pourront se rencontrer au niveau national, pour prendre des mesures de combat.

Ces deux dernières motions ont été votées, à une très grande majorité, contre la direction.

L'enlèvement de Schleyer, président du patronat allemand.

La Brèche p. 12